



# **RAPPORT FINAL**

## **PROJET D'APPUI A L'ETAT CIVIL / PAEC**

### **MLI 10 036 11**

Insérer votre image ici

# TABLE DES MATIERES

<b>FICHE D'INTERVENTION .....</b>	<b>4</b>
<b>APPRECIATION GENERALE.....</b>	<b>5</b>
<b>PARTIE 1 : RESULTATS ATTEINTS ET ENSEIGNEMENTS TIRES .....</b>	<b>6</b>
<b>1 APPRECIATION DE LA STRATEGIE D'INTERVENTION .....</b>	<b>6</b>
1.1 CONTEXTE	6
1.2 CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS DANS LA STRATEGIE D'INTERVENTION	8
<b>2 RESULTATS ATTEINTS .....</b>	<b>11</b>
2.1 MATRICE DE MONITORING	11
2.2 ANALYSE DES RESULTATS	12
<b>3 DURABILITE.....</b>	<b>21</b>
<b>4 APPRENTISSAGE .....</b>	<b>25</b>
4.1 ENSEIGNEMENTS TIRES	25
4.2 RECOMMANDATIONS	26
<b>PARTIE 2 : SYNTHESE DU MONITORING (OPERATIONNEL).....</b>	<b>28</b>
<b>1 SUIVI DES DECISIONS PRISES PAR LA SMCL .....</b>	<b>28</b>
<b>2 DEPENSES .....</b>	<b>31</b>
<b>3 PERSONNEL DE L'INTERVENTION .....</b>	<b>35</b>
<b>4 MARCHES PUBLICS .....</b>	<b>36</b>
<b>5 ÉQUIPEMENTS .....</b>	<b>39</b>
<b>6 CADRE LOGIQUE ORIGINAL TIRE DU DTF : .....</b>	<b>43</b>
<b>7 MATRICE DE MONITORING COMPLETE .....</b>	<b>45</b>
<b>8 OUTILS ET PRODUITS.....</b>	<b>48</b>

## ACRONYMES

<b>CTB</b>	Coopération Technique Belge
<b>CRK</b>	Conseil Régional de Koulikoro
<b>CT</b>	Collectivités Territoriales
<b>DAO</b>	Dossier d'Appel d'Offre
<b>DCPND</b>	Document Cadre de Politique Nationale de Décentralisation
<b>DGCT</b>	Direction Générale des Collectivités Territoriales
<b>DNEC</b>	Direction Nationale de l'Etat Civil
<b>DNI</b>	Direction Nationale de l'Intérieur
<b>DTF</b>	Dossier Technique et Financier
<b>INSTAT</b>	Institut National de Statistiques
<b>M&amp;E</b>	Monitoring et évaluation
<b>MACEC</b>	Mission d'Appui à la Consolidation de l'Etat Civil
<b>MAECI</b>	Ministère des Affaires Etrangères et Coopération Internationale
<b>MAT</b>	Ministère de l'Administration Territoriale
<b>OAA</b>	Accord d'Objectifs Opérationnels
<b>OEC</b>	Officier d'Etat Civil
<b>PADK</b>	Projet d'Appui à la Décentralisation de la région de Koulikoro
<b>PAEC</b>	Projet d'Appui à l'état civil
<b>PAI</b>	Projet d'Appui Institutionnel
<b>PASEC</b>	Plan d'Amélioration du Service de l'état civil
<b>PCMEC</b>	Programme de Consolidation et de Modernisation de l'Etat Civil
<b>PIC</b>	Programme Indicatif de Coopération
<b>PNACT</b>	Programme National d'Appui aux Collectivités Territoriales
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PTF</b>	Partenaires Techniques et Financiers
<b>RAVEC</b>	Recensement Administratif à Vocation Etat Civil
<b>SMCL</b>	Structure Mixte de Concertation Locale
<b>STD</b>	Services Techniques Déconcentrés
<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

## Fiche d'intervention

Nom de l'intervention	Projet d'Appui à l'Etat Civil
Code de l'intervention	MLI 10 036 11
Localisation	Région de Koulikoro : 108 communes
Budget	1 474 389 EUROS
Institution partenaire	Ministère de l'Administration Territoriale
Date de démarrage de l'intervention/Ouverture du comité de pilotage	5 décembre 2011
Date de fin de la convention spécifique	4 Juin 2017 (échange de lettres)
Groupes cibles	Les 108 communes, les cercles, les tribunaux, le Gouvernorat de Koulikoro, la Direction Nationale de l'Etat Civil (DNEC)
Impact <sup>1</sup>	Contribuer à assurer la sécurité juridique du citoyen, la paix et la stabilité à travers un système d'état civil fiable, sécurisé et harmonisé sur l'ensemble du territoire national
Outcome	Renforcer le système de gestion de l'état civil au niveau institutions responsables tant au niveau central que décentralisé dans la région de Koulikoro
Outputs	<i>R1: La fourniture et l'accessibilité à tous les citoyens du service public de l'état civil sont améliorées dans la région de Koulikoro;</i>
	<i>R2: La fonctionnalité du service public de l'état civil est assurée dans la région de Koulikoro</i>
	<i>R3: Les données de l'état civil sont disponibles, fiables et suivies</i>
Budget total de l'intervention	
Période couverte par le rapport	1 <sup>er</sup> mars 2012-octobre 2016

<sup>1</sup> L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

## Appréciation générale

Décrivez votre appréciation générale de l'intervention (max. 200 mots) :	Décrivez votre appréciation générale de l'intervention (max. 200 mots) :
<b>Responsable national de l'exécution</b>	
<p>Le Projet d'Appui à l'Etat Civil (PAEC) a démarré en mars 2012 et s'est poursuivi jusqu'en décembre 2016.</p> <p>De façon globale le PAEC, qui a démarré dans un contexte de crises a enregistré dans les 20 communes référentielles des résultats satisfaisants pour l'atteinte de l'objectif spécifique, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le renforcement des capacités des acteurs dans la gestion de l'état civil à travers d'une part les actions d'équipement, de formation et de sensibilisation des populations et d'autre part l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre des plans d'amélioration des services de l'état civil, avec comme résultats la fourniture de services de qualité aux populations ;</li> <li>- L'accompagnement du processus de pérennisation, des acquis du RAVEC par la formation des agents communaux sur les Kits de recensement pour l'enregistrement des nouveaux nés dans la base de données ;</li> <li>- Malgré son caractère modeste, le PAEC a su faire le lien entre une approche très administrative et les fondamentaux sociaux et familiaux du pays (citoyenneté et droit);</li> <li>- Un dialogue politique renforcé entre le PAEC et les autorités déconcentrées-décentralisées, gage de construction d'une relation de confiance entre les acteurs clés, permettant de gérer conjointement certaines difficultés majeures de l'intervention.</li> </ul>	<p>Le PAEC vise à ce que les populations locales puissent jouir pleinement de leur droit à la citoyenneté. Il a la particularité de renforcer un service public de proximité (état civil) dont la compétence est déléguée et dont la production et le suivi-contrôle relèvent d'une responsabilité partagée entre plusieurs acteurs institutionnels à différents niveaux (Direction nationale de l'état civil, représentants de l'Etat déconcentré, autorités judiciaires, Communes). Malgré un contexte général difficile lié à la crise politique, institutionnelle et sécuritaire dans le pays, les résultats de l'intervention sont globalement satisfaisants. La prolongation de la durée du projet a été salutaire car elle a permis de rattraper les retards accumulés au cours des deux premières années de démarrage. En concevant et en mettant en œuvre des outils innovants de planification d'actions, de communication et de sensibilisation des populations, et en dotant les communes et les administrations concernées des moyens d'actions nécessaires, le PAEC a permis l'augmentation des enregistrements des faits d'état civil dans les communes pilotes choisies. L'intervention, bien qu'expérimentale, a également permis de tirer plusieurs leçons pour le bon fonctionnement du service d'état civil, du niveau local au niveau central, notamment la nécessité d'une meilleure coordination des actions des administrations concernées.</p>
<b>Notez votre appréciation générale de l'intervention <sup>2</sup>:</b>	<b>Notez votre appréciation générale de l'intervention <sup>3</sup>:</b>
Satisfaisant	Satisfaisant

<sup>2</sup> Très satisfaisant - Satisfaisant - Insatisfaisant, en dépit de certains éléments positifs - Insatisfaisant

<sup>3</sup> Très satisfaisant - Satisfaisant - Insatisfaisant, en dépit de certains éléments positifs - Insatisfaisant

Fonctionnaire exécution nationale <sup>4</sup>	Fonctionnaire exécution CTB <sup>5</sup>
Lansina DIARRA	Gaston MANANJARA

## PARTIE 1 : Résultats atteints et enseignements tirés

### 1 Appréciation de la stratégie d'intervention

#### 1.1 Contexte

##### 1.1.1 Contexte général

Le projet d'appui à l'état civil s'inscrit dans le cadre du Programme Indicatif de Coopération (PIC 2009-2012) qui identifie la décentralisation comme un des deux secteurs de concentration de la coopération bilatérale directe entre la Belgique et le Mali.

Il a démarré en 2012 dans un contexte de crises sociale, politique et institutionnelle particulièrement grave pour le Mali : le coup d'Etat du 22 mars 2012 et l'occupation des régions nord du Mali par les indépendantistes, les islamistes et les narcotrafiquants.

Cette situation a entraîné la suspension des relations de coopération entre la Belgique et le Mali, le 27 mars 2012. Suite à la mise en place d'un gouvernement de transition, le Ministère Belge de la Coopération a annoncé le 31 mai 2012 sa volonté de poursuivre les activités au bénéfice direct des populations. Les axes d'une reprise partielle ont été acceptés par le Ministère de la Coopération au mois de juillet et validés lors d'un comité technique le 5 septembre 2012 (organe temporaire de suivi du projet réunissant l'ordonnateur et le coordonnateur, en attendant la possibilité de réunir à nouveau la SMCL).

Le PAEC a donc disposé d'environ 3 mois de mise en œuvre effective au cours de l'année 2012.

En début 2013, le contexte général de l'intervention a été caractérisé par la persistance du conflit armé dans Nord, le déploiement d'une force internationale dans le pays et la gestion d'une période de transition peu stable en termes politiques et institutionnels. Dans ce contexte difficile, le Ministère de l'Administration Territoriale a su garder une certaine stabilité et ses représentants locaux (dont le Gouvernorat de Koulikoro) ont assuré une continuité du service public fort appréciable. La tenue des élections présidentielles et législatives au second semestre de l'année a marqué le retour à l'ordre constitutionnel.

La coopération entre le Mali et la Belgique a donc pu reprendre dans toutes ses dimensions ; pour le PAEC, cette reprise a été actée lors de la SMCL du mois d'avril 2013.

L'année 2014 a été marquée par la pacification du pays sans toutefois permettre un fonctionnement normal des institutions dans la zone septentrionale, marquée par la persistance des actes terroristes, un climat général d'insécurité et l'impossibilité pour l'Etat d'assurer correctement ses missions régaliennes.

Dans ce contexte difficile, les Collectivités Territoriales ont su garantir une certaine stabilité et une continuité du service public fort appréciable. L'option décentralisatrice du pays est ainsi renforcée, notamment à travers le processus de régionalisation.

L'année 2015 a connu un vrai tournant dans la résolution de la crise avec la signature, en mai et juin 2015, de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger. Cependant, son application s'est heurtée à des difficultés voire des résistances sur le terrain. Elle ne permet pas pour

<sup>4</sup> Nom et signature

<sup>5</sup> Nom et signature

l'instant un fonctionnement normal des institutions dans la zone septentrionale, les actes terroristes persistent et s'étendent sur l'ensemble du territoire national. Ce climat général d'insécurité constitue une entrave à la relance du développement socio-économique du pays et à l'avancée des réformes institutionnelles et politiques. Ce qui a entraîné le report récurrent des élections locales et régionales.

L'année 2016 a permis une avancée timide dans la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation : création de deux nouvelles entités régionales au nord avec nomination des gouverneurs ; adoption des textes et mise en place des autorités intérimaires au nord. Les élections locales se sont enfin tenues en novembre 2016.

A la faveur de ces évolutions, la coopération entre la Belgique et le Mali a pu retrouver son entièreté. Le PAEC a su également confirmer son ancrage dans le tissu institutionnel national et dans les orientations politiques et stratégiques du Mali.

### 1.1.2 Contexte institutionnel

En dépit de la persistance du climat d'insécurité généralisé, les autorités nationales ont manifesté leur volonté de faire de la décentralisation, notamment la régionalisation, le facteur essentiel de sortie de crises et de résolution de conflit au nord en mettant en œuvre un certain nombre de réformes institutionnelles.

Sur le plan institutionnel, la situation s'est caractérisée par la restructuration perpétuelle du Ministère de tutelle : Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales en 2012 ; Ministère de l'Administration territoriale en 2014 ; Ministère de l'Administration Territoriale, de la décentralisation et de l'Aménagement du Territoire (MATDAT) en janvier 2015 ; Ministère de l'Administration Territoriale en début 2016 et enfin Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat en septembre 2016.

Malgré cette instabilité, le rattachement institutionnel du projet est resté effectif à travers la MACEC (Mission d'Appui à la Consolidation de l'Etat Civil), cet ancrage demeure pertinent et très approprié. La participation effective de la MACEC (actuelle Direction Nationale de l'Etat Civil/DNEC) à l'élaboration des documents de référence du projet (stratégie d'intervention, plan de communication, étude sur la situation de référence) atteste son engagement et son appropriation. Au niveau régional, l'ancrage auprès du Gouvernorat de Koulikoro est également pertinent et effectif.

Pour l'intervention, le point positif de cette réorganisation réside dans le fait que le PADK II et le PAEC sont placés aujourd'hui sous une tutelle unique, facilitant ainsi les convergences et l'harmonisation entre les deux projets. En revanche, les changements institutionnels fréquents ne facilitent pas l'émergence d'une vision stratégique commune ni l'établissement d'un dialogue politique construit sur le long terme.

### 1.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Le Projet d'Appui à l'État Civil mutualise ses moyens avec le Projet d'Appui à la Décentralisation de la région de Koulikoro. À ce titre, l'UCAT gère les 2 interventions et une SMCL unique se réunit à chaque rencontre. Un effort a été apporté pour l'amélioration de la tenue des SMCL, en veillant à préparer conjointement les réunions entre les ordonnateurs, en concentrant les travaux sur des dimensions stratégiques et en prenant des décisions/recommandations très concrètes. Au total 12 SMCL se sont tenues depuis le démarrage du projet.

Le PAEC est géré selon les deux modalités d'exécution habituelles des projets CTB à savoir la régie et la cogestion.

Les ressources humaines ont connu une certaine stabilité. En effet, à la suite du rétablissement des relations de coopération entre le Mali et la Belgique, le Conseiller Technique National du PAEC a pris ses fonctions au sein du Gouvernorat de la région de Koulikoro. Le seul changement intervenu concerne l'arrivée d'un nouveau Coresponsable en septembre 2015.

Par ailleurs, l'ancrage institutionnel national du projet s'est traduit depuis son démarrage par la nomination d'un Point Focal au sein de la MACEC et aujourd'hui la DNEC.

Dans l'ensemble, l'intervention ne rencontre pas de difficultés majeures en termes de gestion opérationnelle, administrative et financière.

## 1.1.4 Contexte HARMO

Le PAEC est mis en œuvre de façon conjointe avec le Projet d'Appui à la Décentralisation de la région de Koulikoro (PADK II). Ces deux projets effectuent ensemble leurs programmations opérationnelles et financières. À ce titre, les synergies et mises en cohérences sont systématiques dans les zones couvertes par les deux projets.

Des efforts d'harmonisation ont été également menés avec le Projet d'Appui Institutionnel (PAI-MAT) de la CTB. En effet, quelques actions ont menées ensemble entre les deux projets : Formation des représentants de l'Etat (Sous-Préfets) sur la Gestion Axée sur les Résultats, Atelier d'échanges avec les Préfets sur les missions d'inspections annuelles.

En ce qui concerne l'alignement sur les stratégies et les politiques nationales, le PAEC est positionné comme une partie intégrante du dispositif national d'appui à l'Etat Civil. A ce titre, le projet s'inscrit dans le Programme de Consolidation et de Modernisation de l'Etat Civil (PCMEC).

Par rapport aux autres acteurs présents dans le domaine, retenons que si plusieurs organismes ont mené des actions au cours des dernières années (Unicef, Plan Mali, AIMF...), peu d'entre eux sont encore actifs sur le terrain. Toutefois, le PAEC capitalise avec la DNEC les expériences menées et valorise les bonnes pratiques identifiées (élaboration des plans d'amélioration du service de l'état civil, stratégie de régularisation, audiences foraines, etc.).

Sur le plan national, le PAEC constitue aujourd'hui une référence en matière d'appui à l'amélioration de l'état civil. Plusieurs partenaires techniques et financiers sont intéressés par la production et la diffusion des supports de communication conçus par le PAEC. Un atelier de rencontre avec ces partenaires a été organisé par la DNEC en 2016 pour définir les modalités de collaboration et de production/diffusion de ces supports de communication de proximité pour la sensibilisation des populations à l'état civil.

## 1.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention

L'approche globale d'intervention du PAEC repose sur l'appui concomitant à la décentralisation et à la déconcentration en s'alignant sur les politiques et stratégies nationales dans ces deux domaines. Par ce biais, le projet concourt au processus de réformes et de reconstruction du pays qui conçoit la décentralisation/déconcentration comme un facteur essentiel de sortie de crise.

Si dans l'ensemble, les interventions du projet répondent aux priorités des politiques nationales en matière de décentralisation et de déconcentration, le projet a dû opérer à des changements et des réorientations stratégiques pour mieux s'adapter aux réalités sociales, sécuritaires, politiques et institutionnelles qui prévalaient au démarrage du projet.

En effet, l'équipe d'intervention du projet a mis à profit la période de suspension (Q2 2012 à Q3 2013) pour réviser la stratégie d'intervention en intégrant l'élaboration des plans d'amélioration des services de l'Etat Civil (PASEC) et le pilotage du plan de communication pour lequel une agence spécialisée a été recrutée afin de pallier l'absence de l'AT junior prévu dans le DTF et préparer la fiche de la reprise du projet intégrant la version corrigée du cadre logique du PAEC.

En effet, cinq (5) axes d'intervention furent identifiés sur lesquels toute la stratégie a été bâtie :

1. Phase "préparatoire et cadrage opérationnel"
2. Phase "Elaboration des plans communaux d'amélioration du service de l'EC".
3. Phase "Appui aux communes pour la mise en œuvre de leur PASEC"
4. Phase Appui aux Représentants de l'Etat et aux autorités judiciaires pour le suivi et le contrôle de qualité des services d'EC.
5. Phase "Suivi / évaluation / Capitalisation du PAEC".

Si les périodes de suspension de 2012 et 2013 ont été mises à profit pour réaliser un travail de réorientations stratégique et méthodologique, on notera qu'une année entière de perturbations et de gel des relations institutionnelles a affecté le niveau de mise en œuvre du projet. C'est la raison pour laquelle la SMCL a décidé une première prolongation de 10 mois de la durée d'intervention du projet et une seconde d'une année tout en restant dans le cadre de la convention spécifique afin d'assurer une meilleure atteinte de l'objectif spécifique (outcome).

La principale réorientation stratégique opérée par le projet et dont la mise en œuvre s'étendra jusqu'à

la fin de l'intervention concerne l'élaboration et la mise en œuvre des Plans d'Amélioration des Services d'Etat Civil (PASEC).

Le PASEC est un programme d'actions définissant dans le temps et dans l'espace communal les opérations à réaliser en vue d'améliorer l'accès et la qualité du service d'état civil. Il constitue un instrument de mise en œuvre du Programme de Développement Economique Social et Culturel<sup>6</sup>.

Le projet prévoyait que l'élaboration de ces PASEC soit coordonnée par les Sous-Préfets, leur indisponibilité en raison des élections a entraîné le recours à des prestataires privés chargés d'appuyer les communes dans le processus. Les représentants de l'Etat restent toutefois responsabilisés pour les phases de mise en œuvre, de suivi et de contrôle.

Un tel processus nécessite cependant une durée conséquente pour assurer le caractère inclusif et participatif de la démarche.

---

<sup>6</sup> Le PDESC est le principal outil de programmation et de suivi du développement d'une collectivité territoriale au Mali. Il est obligatoire et l'ensemble des activités sous maîtrise d'ouvrage communale doivent s'inscrire dedans.



## 2 Résultats atteints

### 2.1 Matrice de monitoring

Résultats / Indicateurs	Valeur de la baseline 2012	Cible finale	Valeur finale obtenue en octobre 2016	Commentaires
<b>IMPACT : CONTRIBUER A ASSURER LA SECURITE JURIDIQUE DU CITOYEN, LA PAIX ET LA STABILITE A TRAVERS UN SYSTEME D'ETAT CIVIL FIABLE, SECURISE ET HARMONISE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE NATIONAL</b>				
<b>OUTCOME : RENFORCER LE SYSTEME DE GESTION DE L'ÉTAT CIVIL AU NIVEAU DES INSTITUTIONS RESPONSABLES TANT AU NIVEAU CENTRAL QUE DÉCENTRALISÉ DANS LA RÉGION DE KOULIKORO</b>				
Niveau d'atteinte de l'outcome	45%	68%	87%	
<b>OUTPUT 1 : LA FOURNITURE ET L'ACCESSIBILITE A TOUS LES CITOYENS DU SERVICE PUBLIC DE L'ETAT CIVIL SONT AMELIORES DANS LA REGION DE KOULIKORO</b>				
1.1. Accessibilité des citoyens au service d'EC	58%	88%	65%	
1.2. Offre de service d'EC par les autorités	25%	85%	73%	
<b>OUTPUT 2 : LA FONCTIONNALITÉ DU SERVICE PUBLIC DE L'ÉTAT CIVIL EST ASSURÉE DANS LA RÉGION DE KOULIKORO</b>				
2.1. Equipement selon les critères PCMEC	56%	75%	81%	
2.2. Niveau de qualification des agents d'EC	47%	95%	70%	
2.3. Taux d'enregistrement des actes d'état civil	34%	60%	29%	<ul style="list-style-type: none"> <li>- En termes de communication, les spots radios et TV réalisés n'ont été diffusés sur une longue durée ;</li> <li>- Les animations communautaires par les agents de déclaration n'ont pas été soutenues et suivies</li> </ul>
2.4. Taux de retrait des actes établis	95%	100%	91%	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La faible motivation des agents de déclaration pour assurer le retrait des actes établis ;</li> <li>- La méconnaissance de l'importance des actes d'état civil par les populations</li> </ul>
2.5. Nombre de personnes enregistrées dans le RAVEC	83%	95%	48%	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Seules les personnes enrôlées par les agents d'état civil dans le cadre de la pérennisation du RAVEC, depuis janvier 2016, ont été enregistrées.</li> <li>- La situation est très complexe, les données des communes référentielles au niveau des cercles ne reflètent pas la réalité compte tenu du dysfonctionnement de la stratégie nationale de pérennisation</li> </ul>
<b>OUTPUT 3 : LES DONNÉES DE L'ÉTAT CIVIL SONT DISPONIBLES, FIALES ET SUIVIES</b>				
3.1. Effectivité du contrôle de tutelle dans le domaine de l'EC	31%	90%	42%	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'AE/GR a permis aux représentants de l'Etat d'assurer le suivi des centres d'état Civil à travers les Sous-Préfets et les inspections annuelles à travers les Préfets.</li> <li>- Les comptes rendus des missions de suivi et de supervision des activités de l'équipe du projet et de la DNEC auprès des OEC et des agents d'état civil aux Représentants de l'Etat, ont également réconforté ceux-ci.</li> </ul>
3.2. Transmission des faits d'EC	33%	100%	83%	

**Source :** Base des données du système de S&E PAEC.

## 2.2 Analyse des résultats

### 2.2.1 Dans quelle mesure l'intervention contribuera-t-elle à l'impact<sup>7</sup> (impact potentiel) ?

L'objectif général du projet est de «**Contribuer à assurer la sécurité juridique du citoyen, la paix et la stabilité à travers un système d'état civil fiable, sécurisé et harmonisé sur l'ensemble du territoire national**».

Le projet a contribué à la sécurité juridique du citoyen, à la paix et à la stabilité.

En effet, dans les 20 communes référentielles d'intervention, on assiste de plus en plus à un accroissement d'enregistrement des naissances et des décès, des célébrations de mariage et d'établissement des jugements supplétifs. Ce changement de comportements des citoyens vis-à-vis des faits d'état civil est le témoignage d'une amélioration de la sécurité juridique des citoyens et de la performance des services de l'état civil.

De même, le projet accompagne les opérations d'enrôlement des nouveau-nés. Ce qui permet à terme, de minimiser les contestations post-électorales avec des fichiers électoraux tirés du RAVEC. Ainsi, le PAEC contribue à la prévention des conflits, à l'amélioration de la paix et à la stabilité

### 2.2.2 Dans quelle mesure l'objectif spécifique (outcome) a-t-il été atteint ? Expliquez

L'objectif spécifique du projet est de «**Renforcer le système de gestion de l'état civil au niveau institutions responsables tant au niveau central que décentralisé dans la région de Koulikoro**»

La réorientation de la stratégie générale d'intervention du projet fut axée sur les méthodes et outils permettant aux parties prenantes du projet de renforcer le système de gestion de l'état civil dans les communes référentielles.

En termes de fourniture et d'accessibilité des services de l'état civil, les actions menées ont permis de :

- stimuler la demande de services de l'état civil par l'élaboration et la mise en œuvre du plan de communication ;
- rapprocher le service d'état civil aux populations par la création et la construction des centres de déclaration et de centres secondaires ;
- s'approprier du système de l'état civil par l'amélioration des pratiques de classes par l'enseignement de l'état civil.

En termes de fonctionnalité du service de l'état civil, le projet a mis en place un dispositif de renforcement de capacités des structures et des acteurs impliqués dans la gestion de l'état civil qui a permis de :

- améliorer l'offre des services publics d'Etat Civil par l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'amélioration des services de l'état civil ;
- renforcer la capacité opérationnelle des communes par l'équipement en kits solaires, kits complets/mobiliers de bureaux, approvisionnement en supports de collecte,
- acquérir de connaissances et de savoir-faire en matière gestion de l'état ;
- maîtriser les méthodes d'enregistrement des faits d'état civil, les délais de transmission. Le personnel est aujourd'hui à même de tenir correctement les registres de déclaration et d'actes d'état civil, de respecter les délais de transmission des volets et des données statistiques

En matière de disponibilité, de fiabilité et de suivi des données de l'état civil, les actions menées par le projet ont concouru à :

- l'amélioration de la saisie et de la collecte des données statistiques de l'état civil produites par les centres d'état civil
- une plus grande implication de la DNEC, des représentants de l'Etat (Gouvernorat, Préfets et Sous-Préfets), des présidents de tribunaux/magistrats de la région de Koulikoro dans la gestion des données de l'état civil.

---

<sup>7</sup> Terminologie : Impact = Objectif général ; Outcome = Objectif spécifique ; Outputs = Résultats attendus

En outre, la mise en place du dispositif d'enrôlement du RAVEC dans les communes référentielles est un facteur de fiabilité et de sécurisation des données de l'état civil.

### 2.2.3 Dans quelle mesure des résultats (outputs) ont-ils été atteints ? Expliquez

Les résultats attendus sont :

- R1: La fourniture et l'accessibilité à tous les citoyens du service public de l'état civil sont améliorées dans la région de Koulikoro;
- R2: La fonctionnalité du service public de l'état civil est assurée dans la région de Koulikoro
- R3: Les données de l'état civil sont disponibles, fiables et suivies

Résultats / indicateurs	Valeur de base 2012	Vcible 2013	Vobtenue 2013	Vcible 2014	Vobtenue 2014	Vcible 2015	Vobtenue 2015	Vcible 2016	Vobtenue finale
<b>RENFORCER LE SYSTÈME DE GESTION DE L'ÉTAT CIVIL AU NIVEAU DES INSTITUTIONS RESPONSABLES TANT AU NIVEAU CENTRAL QUE DÉCENTRALISÉ DANS LA RÉGION DE KOULIKORO</b>									
<b>RESULTAT 1: LA FOURNITURE ET L'ACCESSIBILITE A TOUS LES CITOYENS DU SERVICE PUBLIC DE L'ETAT CIVIL SONT AMELIORES DANS LA REGION DE KOULIKORO</b>									
1.1. Accessibilité des citoyens au service d'EC	58%	60%	60%	80%	66%	81%	74%	88%	65%
1.2. Offre de service d'EC par les autorités	25%	75%	48%	80%	65%	82%	68%	85%	73%
<b>RESULTAT 2: LA FONCTIONNALITÉ DU SERVICE PUBLIC DE L'ÉTAT CIVIL EST ASSURÉE DANS LA RÉGION DE KOULIKORO</b>									
2.1. Equipement selon les critères PCMEC	56%	60%	43%	75%	82%	70%	84%	75%	81%
2.2. Niveau de qualification des agents d'EC	47%	70%	78%	95%	74%	90%	89%	95%	70%
2.3. Taux d'enregistrement des actes d'état civil	34%	40%	32%	60%	33%	55%	48%	60%	29%
2.4. Taux de retrait des actes établis	95%	97%	97%	100%	95%	100%	94%	100%	91%
2.5. Nombre de personnes enregistrées dans le RAVEC	83%	85%	64%	95%	86%	90%	61%	95%	48%
<b>RÉSULTAT 3 : LES DONNÉES DE L'ÉTAT CIVIL SONT DISPONIBLES, FIABLES ET SUIVIES:</b>									
3.1. Effectivité du contrôle de tutelle dans le domaine de l'EC	31%	60%	30%	90%	46%	80%	40%	90%	42%
3.2. Transmission des faits d'EC	33%	75%	72%	100%	82%	90%	71%	100%	83%

Le tableau ci-dessus présente la progression des indicateurs de résultats (outputs).

Le R1: La fourniture et l'accessibilité à tous les citoyens du service public de l'état civil sont améliorées dans la région de Koulikoro;

Résultats / indicateurs	Valeur de base 2012	Vcible 2013	Vobtenue 2013	Vcible 2014	Vobtenue 2014	Vcible 2015	Vobtenue 2015	Vcible 2016	Vobtenue finale intermédiaire (oct.2016)
<b>RENFORCER LE SYSTÈME DE GESTION DE L'ÉTAT CIVIL AU NIVEAU DES INSTITUTIONS RESPONSABLES TANT AU NIVEAU CENTRAL QUE DÉCENTRALISÉ DANS LA RÉGION DE KOULIKORO</b>									
<b>RESULTAT 1: LA FOURNITURE ET L'ACCESSIBILITE A TOUS LES CITOYENS DU SERVICE PUBLIC DE L'ETAT CIVIL SONT AMELIORES DANS LA REGION DE KOULIKORO</b>									
1.1. Accessibilité des citoyens au service d'EC	58%	60%	60%	80%	66%	81%	74%	88%	65%
1.2. Offre de service d'EC par les autorités	25%	75%	48%	80%	65%	82%	68%	85%	73%

L'élaboration et la validation des PASEC par les organes délibérants des 20 communes référentielles

se situent dans une perspective de gestion durable des services de l'état civil et leur mise en œuvre contribue à l'amélioration de la fourniture et l'accessibilité du service de l'état civil. L'accessibilité des citoyens fait allusion à la couverture territoriale de la commune par le service de l'état civil. A cet effet, à travers les PASEC, on note une amélioration de la situation de départ au 31 octobre 2016. Le taux de couverture a progressé de 58% en 2012 à 65% le 31 octobre 2016.

L'offre de service est synonyme de la fonctionnalité des centres, l'existence de PASEC et son niveau de mise en œuvre. Au démarrage du projet le score de départ était de 25% en 2012. Ce score est de 73% consécutif à la volonté des 20 communes d'offrir aux populations un service de qualité en matière d'état civil.

Cette approche a été soutenue par la mise en œuvre du plan de communication axé sur la communication grand public (Affichage routier, émissions et spots radios/TV, affiches murales, le guide du citoyen), la communication de proximité soutenue par les agents de déclaration, les leaders communautaires (jeunes et femmes), les chefs traditionnels et coutumiers et l'appropriation du système de l'état civil à travers l'enseignement dans les classes du fondamental 2.

Cette stratégie de communication a permis aux populations de mieux connaître l'importance de l'enregistrement des faits d'état civil et les procédures d'établissement des dits faits d'état civil. Les populations fréquentent, de nos jours, les services de l'état civil.

- R2: La fonctionnalité du service public de l'état civil est assurée dans la région de Koulikoro

Résultats / indicateurs	Valeur de base 2012	Vcible 2013	Vobten ue 2013	Vcible e 2014	Vobten ue 2014	Vcible e 2015	Vobten ue 2015	Vcible e 2016	Vobten ue finale
<b>RENFORCER LE SYSTÈME DE GESTION DE L'ÉTAT CIVIL AU NIVEAU DES INSTITUTIONS RESPONSABLES TANT AU NIVEAU CENTRAL QUE DÉCENTRALISÉ DANS LA RÉGION DE KOULIKORO</b>									
<b>RESULTAT 2: LA FONCTIONNALITÉ DU SERVICE PUBLIC DE L'ÉTAT CIVIL EST ASSURÉE DANS LA RÉGION DE KOULIKORO</b>									
2.1. Equipement selon les critères PCMEC	56%	60%	43%	75%	82%	70%	84%	75%	81%
2.2. Niveau de qualification des agents d'EC	47%	70%	78%	95%	74%	90%	89%	95%	70%
2.3. Taux d'enregistrement des actes d'état civil	34%	40%	32%	60%	33%	55%	48%	60%	29%
2.4. Taux de retrait des actes établis	95%	97%	97%	100 %	95%	100 %	94%	100 %	91%
2.5. Nombre de personnes enregistrées dans le RAVEC	83%	85%	64%	95%	86%	90%	61%	95%	48%

Le tableau ci-dessus présente l'état de la mise en œuvre du PAEC dans les 20 communes référentielles.

La fonctionnalité des services d'état civil nécessite d'une part l'équipement des centres et d'autre part la formation du personnel du service de l'état civil.

En termes d'équipements des centres d'EC selon les critères PCMEC, le PAEC a équipé les centres de déclaration, secondaires et d'état civil des 20 communes référentielles en Kit complet (armoires chaises, tables, bancs, cantines).

CERCLES	EQUIPEMENTS				
	Armoires métalliques	Tables métalliques	Bancs métalliques	Chaises métalliques	Cantines métalliques
Kangaba	16	37	53	85	21
Kati	53	108	161	267	55
Kolokani	3	39	42	48	36
Nara	8	63	71	87	55
<b>QUANTITE</b>	<b>80</b>	<b>247</b>	<b>327</b>	<b>487</b>	<b>167</b>

**Equipements pour les communes des cercles de Dioïla, Koulikoro et Banamba.**

CERCLES	EQUIPEMENTS				
	Armoires métalliques	Tables métalliques	Bancs métalliques	Chaises métalliques	Cantines métalliques
Dioila	31	88	119	181	57
Koulikoro	25	48	73	123	23
Banamba	4	24	28	36	20
<b>QUANTITE</b>	<b>60</b>	<b>160</b>	<b>220</b>	<b>340</b>	<b>100</b>

1. 20 ordinateurs fixes
2. 20 imprimantes laser (Noir/Blanc)
3. 20 onduleurs
4. 20 stabilisateurs
5. 20 multiprises
6. 20 Machines dactylo électriques

Au-delà des équipements bureautiques et d'archivage, les communes ont également amélioré leurs parcs informatiques les ordinateurs-imprimantes et machines dactylo. Pour faciliter l'utilisation de ces équipements informatiques, celles qui ne disposent pas de sources d'énergies furent équipées en Kits solaires (Dilly, Ghéniébé, Benkady/Dioila, Diouman, Kéréla, Maramandougou, Dombila, Doubabougou, Nioumamakana, Guihoyo).

Les unités de saisie au niveau des cercles en ordinateur- imprimante (7) et armoire (7), et les tribunaux en ordinateur-imprimante (11) et armoire (11).

Le projet a assuré la formation des agents d'état civil et secrétaires généraux des 20 communes référentielles en informatique et en maintenance avec dotations en petits matériels d'entretien.

En matière de renforcement des capacités des acteurs un accent a été mis sur la fonctionnalité des centres et la formation du personnel. C'est cela qui justifie l'évolution du score de 47% au démarrage du projet à 70% au 31 octobre 2016.

En effet, la DNEC a élaboré et mis en œuvre un plan de formation intégrant les agents de déclaration, les agents d'état civil, les officiers d'état civil, les secrétaires généraux des communes, les magistrats, les greffiers en chefs, les commissaires de polices et les commandants de brigade de gendarmerie. Les différentes sessions ont porté sur les règles légales relatives à la déclaration et à l'enregistrement des naissances, des mariages et des décès. Cette approche inclusive visait à relever l'implication de chaque catégorie d'acteurs intervenant dans la gestion de l'état civil au niveau des communes. Des supports pédagogiques furent également produits et mis à la disposition des cibles ; entre autres : les manuels de formation, les cahiers de participants.

Le taux d'enregistrement des faits d'EC n'a pas fondamentalement évolué, seulement de 34% en 2012 à 29% au 31 octobre 2016 (à mi-parcours). Par contre en décembre 2015, ce score était de 48%. Il n'est pas alarmant. Cependant, au regard de toutes les activités de formation et de communication, ce score devrait s'améliorer. Les facteurs socioculturels et l'ignorance des parents influent négativement sur ce score. Le prochain programme doit mettre un accent particulier sur la communication.

Cependant, le personnel du service de l'état civil tient de plus en plus correctement les registres de déclaration et d'actes d'état civil, respecte les délais de transmission des volets et des données statistiques

Aussi, la stratégie de délivrance des actes d'état civil a été lancée. Elle porte sur le recensement et la régularisation des faits d'état civil non déclarés dans chaque commune référentielle. En janvier 2015, seulement 15 communes ont exprimé un besoin de régulation de 9 148 supplétifs. A la date d'aujourd'hui (20 novembre 2016) seules 3563 demandes ont été satisfaites

### R3: Les données de l'état civil sont disponibles, fiables et suivies

Résultats / indicateurs	Valeur de base 2012	Vcible 2013	Vobtenue 2013	Vcible 2014	Vobtenue 2014	Vcible 2015	Vobtenue 2015	Vcible 2016	Vobtenue finale
RENFORCER LE SYSTÈME DE GESTION DE L'ÉTAT CIVIL AU NIVEAU DES INSTITUTIONS RESPONSABLES TANT AU NIVEAU CENTRAL QUE DÉCENTRALISÉ DANS LA RÉGION DE KOULIKORO									
RÉSULTAT 3 : LES DONNÉES DE L'ÉTAT CIVIL SONT DISPONIBLES, FIABLES ET SUIVIES:									
3.1. Effectivité du contrôle de tutelle dans le domaine de l'EC	31%	60%	30%	90%	46%	80%	40%	90%	42%
3.2. Transmission des faits d'EC	33%	75%	72%	100%	82%	90%	71%	100%	83%

Le niveau de transmission des faits d'Etat Civil a fortement augmenté en 2013 grâce aux actions de proximité du projet auprès des acteurs locaux chargés des déclarations.

Le dispositif de suivi des indicateurs de résultats du PAEC est opérationnel. Au-delà des données chiffrées spécifiques au projet, ce dispositif contribuera à l'amélioration de la saisie et de la collecte des données statistiques de l'état civil.

La base de données des équipements et du personnel du service de l'état civil de même que le système de suivi évaluation des résultats ont été installés au niveau de toutes les unités de saisie.

Dans le cadre de l'application des recommandations de l'étude sur le système de collecte et de traitement des données statistiques de l'état civil, les capacités des unités de saisie des données d'état civil des 7 cercles (circonscriptions administratives) de la région ont été renforcées par la dotation en matériel informatique et bureautique, suivie de formation en informatique.

Par ailleurs, on assiste de plus en plus à une amélioration du contrôle de service et de la redevabilité des acteurs concernés à travers les pratiques de gestion du service et des données de l'état civil dans les 20 communes référentielles. Au niveau régional, le suivi des indicateurs de résultats et la supervision des activités sont assurés par l'UCAT, le Gouvernorat et la DNEC. Le dispositif de suivi des indicateurs de résultats du PAEC est opérationnel dans les 20 communes référentielles. En effet, le niveau de transmission des faits d'Etat Civil a fortement augmenté grâce aux actions de proximité du projet auprès des acteurs locaux et des missions d'appui des Préfets et Sous-Préfets auprès des communes à travers l'Accord d'Exécution du Gouvernorat.

En termes d'appropriation, certaines communes consentent des efforts encourageants en matière d'amélioration des conditions d'accessibilité et de fourniture des services de qualité (motivation des agents de déclaration, mobilisation de ressources extérieures pour la formation du personnel de l'état civil et la construction/équipement des centres secondaires).

Dans le cadre de la pérennisation du recensement à vocation d'état civil (RAVEC), le PAEC a accompagné le Centre de Traitement des Données de l'état civil (CTDEC) qui a équipé les 20 communes référentielles en Kits de recensement. Le personnel est aujourd'hui à même de tenir correctement les registres d'actes d'état civil, d'enrôler les nouveau-nés dans la base de données du RAVEC.

#### 2.2.4 Dans quelle mesure des outputs (résultats) ont-ils contribué à l'atteinte de l'outcome (objectif spécifique) ?

L'atteinte de l'objectif spécifique (outcome) prévu dans le Document Technique et Financier (DTF) n'a cessé d'être impactée par le contexte de crises au Mali et d'instabilité politique et institutionnelle (report successif des élections locales). Cependant, la situation reste globalement positive puisque la quasi-totalité des activités prévues ont été réalisées grâce aux 02 prolongations de la durée de l'intervention.

En effet, la mise en cohérence de l'ensemble des actions de formation, d'équipement et de communication ont permis de renforcer les capacités des acteurs et des structures d'appui et d'améliorer la fourniture et l'accessibilité du service aux populations, rendant ainsi le système de gestion des services et des données de l'état civil fonctionnel.

Le niveau d'atteinte des 3 résultats attendus du projet est indiqué dans le tableau ci-après.

Tableau de progression des résultats :

Résultats	Situation de référence Décembre 2012	Valeur cible Octobre 2016
R.1. Accessibilité des citoyens à l'EC	43%	80%
R.2. Fonctionnalité du système d'EC	64%	85%
R.3. Disponibilité, fiabilité et suivi des données statistiques EC	28%	95%
<b>Moyenne des 3 Résultats</b>	<b>45%</b>	<b>87%</b>

Source : Base des données du système de S&E PAEC.

### 2.2.5 Appréciez les principaux facteurs d'influence. Quels ont été les enjeux majeurs rencontrés ? Comment l'intervention les a-t-elle pris en compte ?<sup>8</sup>

Les effets de la suspension des relations institutionnelles suite au coup d'Etat de mars 2012, avec ses corollaires de retards de mise en œuvre, ont été atténués par la décision des 2 prolongations de l'intervention jusqu'en fin 2016, ce qui a permis de résorber les retards accumulés au niveau des activités des résultats. Les principaux facteurs d'influence (positive ou négative) qui ont été relevés sont :

#### a) Les facteurs positifs :

- Le portage politique fort de l'intervention par la DNEC s'avère déterminant pour l'appropriation et la duplication des acquis de l'intervention.
- Le développement du partenariat avec les autorités judiciaires de la région à travers l'établissement des jugements supplétifs et le suivi des centres d'état civil ;
- L'accompagnement du processus de pérennisation du RAVEC en partenariat avec le Centre de Traitement de Données de l'état civil pour l'enrôlement des nouveaux dans les 20 communes référentielles ;
- L'adhésion des populations à l'enregistrement des faits d'état civil, surtout les faits relatifs au mariage et aux déclarations des décès ;
- La forte implication des organisations féminines et de jeunesse dans la sensibilisation et l'information des populations sur l'utilité de l'enregistrement des faits d'état civil ;
- L'utilisation par d'autres partenaires les supports de communication produits à la suite de l'organisation d'une rencontre nationale entre la DNEC et ses partenaires en 2016 sur les supports de communication de l'état civil ;
- L'expérimentation des outils pédagogiques actualisés dans les classes de 7<sup>e</sup> et 8<sup>ème</sup> années de l'enseignement fondamental des communes référentielles ;
- L'extension de l'intervention à 20 nouvelles communes (formation des agents de déclaration)

#### b) les facteurs négatifs :

- La reprise tardive des appuis institutionnels ;
- L'indisponibilité des représentants de l'Etat au niveau local pendant la préparation et l'organisation des élections (législative et Présidentielle) de 2013 ;
- La disponibilité des agents de déclaration n'est pas toujours acquise par manque de reconnaissance de statut et de motivation ;
- Le faible niveau des certains agents de déclaration et d'état civil en français. Ce qui compromet la qualité des registres tenus;

### 2.2.6 Appréciez les résultats inattendus, tant positifs que négatifs

Les résultats inattendus concernent principalement :

<sup>8</sup> Ne mentionnez que les éléments non compris dans le point 1.1 (Contexte), le cas échéant.

- Des réorientations thématiques pertinentes suivant l'évolution du contexte national : les orientations stratégiques proposées dans le DTF ont été étoffées par d'autres choix stratégiques validés en Comité Technique et en SMCL tels que l'élaboration des plans d'amélioration des services de l'état civil, de la stratégie de communication assortie d'un plan de communication axé sur la communication grand public, de proximité et d'appropriation du système de l'état civil par l'enseignement de l'état civil dans les classes de 7<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> année.
- Le report récurrent des élections communales qui n'ont pas pu se tenir depuis 2014 à cause de la crise sécuritaire a contraint le projet à réduire ses ambitions. Le budget des activités prévues pour accompagner les nouveaux élus a été réaffecté à la formation des agents de déclaration de 20 nouvelles communes et de l'ensemble des Sous-Préfets de la région.

### 2.2.7 Appréciez l'intégration des thèmes transversaux dans la stratégie d'intervention

Le DTF prévoit que l'intervention prenne en compte les thèmes transversaux, notamment le Genre. Cette dimension constitue une partie intégrante et indissociable de l'Etat Civil dans la mesure où un meilleur service en la matière contribue directement à l'amélioration de la citoyenneté de chaque individu.

Le projet n'a pas élaboré de stratégie spécifique Genre mais la plupart de ses activités contribue à la prise en compte du Genre. On citera à titre d'exemple la plus grande mobilisation des femmes pour assurer à leurs enfants le droit d'enregistrement à la naissance à travers des communications sur l'importance et l'utilité des actes d'état civil au cours de leur regroupement. Notons également que la stratégie de délivrance des actes intègre l'approche genre et l'approche droits de l'enfant, dans le sens où la démarche d'identification des populations vise chaque enfant, chaque femme et chaque homme, indépendamment de son niveau d'éducation, de richesse, etc. Afin de permettre aux familles les plus vulnérables d'enregistrer les naissances de leurs enfants, le PAEC a financé l'établissement des jugements supplétifs.

Une contribution significative aux réflexions sur la citoyenneté : malgré son caractère modeste en termes financiers, le PAEC a su faire le lien entre les fondamentaux socio du pays (la notion de justice sociale et de citoyenneté pour tous, l'égalité homme femme, le droit des enfants et des femmes) qui sont des enjeux majeurs pour la paix, le travail et l'emploi.

### 2.2.8 Dans quelle mesure le M&E, les activités de backstopping et/ou les audits ont-ils contribué à l'atteinte des résultats ? Comment les recommandations ont-elles été prises en considération ?

Les missions de l'étude d'impact de la stratégie de communication, de capitalisation, d'évaluation finale, ainsi que les missions d'audit ont été d'un apport important pour l'atteinte des résultats.

Selon les spécificités de chaque exercice, des recommandations ont été formulées et prises en charge par l'équipe du projet.

a) l'étude d'impact de la stratégie de communication réalisée entre octobre et décembre 2015, a permis d'une part de tirer des conclusions concernant les outils de communication mis en œuvre, – leur diffusion, visibilité et contenu –, les perceptions des actes d'état civil et les comportements qui y sont liés ; et d'autre part de proposer des recommandations en termes de supports, messages et publics cibles.

b) La capitalisation des résultats du PAEC a été un moment fort de la vie du projet : elle a permis de cerner toutes les dimensions liées à l'approche, aux résultats obtenus, aux leçons apprises.

Pour ce faire un bureau d'étude a été recruté, I & D, afin de réaliser cette étude de capitalisation. Le travail de capitalisation a permis de dégager des points saillants qui ont guidé la suite des analyses et propositions d'ajustements: Communication, PAEC et Renforcement des Capacités. Ces points ont été analysés en termes de : *jeux d'acteurs, modes opératoires, facteurs de succès et de contraintes*. Cette analyse a été complétée par celle relative aux thématiques transversales à savoir l'articulation entre la décentralisation et la déconcentration, la mobilisation des compétences non institutionnelles et la valorisation des compétences internes des collectivités, la mobilisation des ressources et l'animation territoriale.

- c) En ce qui concerne le rapport d'évaluation, la version validée n'était pas disponible au moment de la production du présent rapport final du PAEC.
- d) Deux (02) missions d'audit ont été réalisées et dont les recommandations ont fait l'objet de plans d'actions entièrement mis en œuvre. Ces audits ont ainsi permis au projet d'améliorer ses méthodes de gestion et de comptabilité pour plus d'efficacité et d'efficience.

Parmi les recommandations réalisées et clôturées, on note principalement :

- Par rapport au contrôle interne, l'établissement d'une check-list préalable à tout paiement ;
- L'établissement de contrats-cadres avec les fournisseurs locaux (restauration, fournitures de bureau) ;
- La mise en place de bons standardisés pour l'expression des besoins ;
- La mise en place d'un fichier de fournisseurs agréés ;
- Etablissement de certification de services faits ;
- Le prélèvement systématique de l'impôt sur le bénéfice industriel et commercial (BIC) au profit des prestataires ne disposant de numéro d'identification fiscale (NIF) ;

## 3 Durabilité

### 3.1.1 Quelle est la viabilité économique et financière des résultats de l'intervention ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Une force de propositions confirmées : les PASEC consacrent une approche de l'intervention résolument tournée vers la production d'un service public de qualité répondant aux besoins des populations locales. De plus, grâce à la dynamique enclenchée par le PAEC (activités de formation et de plaidoyer), certaines communes consentent des efforts encourageants dans la construction de centres de déclaration. Ces initiatives participent à la pérennité des services.

La mobilisation des ressources financières propres des collectivités territoriales participent également à leur viabilité économique à travers les services offerts aux populations.

L'augmentation significative des ressources fiscales des collectivités territoriales assure à ces dernières une capacité à offrir de façon continue des services d'état civil de qualité.

L'investissement dans le capital humain, à travers des formations, constitue aussi une certaine garantie de viabilité et de continuité du service public.

L'utilisation des supports de gestion de l'état civil par d'autres partenaires conforte la viabilité et la durabilité des résultats de l'intervention.

### 3.1.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et perdurera-t-elle au terme de l'assistance externe ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Interventions	Groupe cible concerne	Degré d'appropriation	Les risques potentiels	Les mesures prises
1. Les PASEC :	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conseil communal et populations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Méthode d'élaboration participative,</li> <li>- Suivi de mise en œuvre ;</li> <li>- La mobilisation des ressources humaines et financières (internes et extérieures) pour l'enregistrement des faits d'état civil, la construction et l'équipement de centres secondaires et de déclaration;</li> <li>- la motivation des agents de déclaration par certaines autorités communales ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La soutenabilité financière</li> <li>- La mobilité des autorités administratives et communales (mutation et élections)</li> <li>- Insuffisance de contrôle de tutelle et de vérification des registres par les magistrats</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mobilisation des ressources locales</li> <li>- Inspections annuelles des Préfets</li> <li>- Appuis conseils des Sous-Préfets</li> <li>- Vérification des registres d'état civil par les magistrats</li> <li>- Suivi de la mise en œuvre des PASEC</li> </ul>
2. La communication	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Agents de déclaration</li> <li>- les relais communautaires (leaders jeunes femmes et chefs de villages)</li> <li>- les élèves du 1<sup>er</sup> cycle de l'enseignement fondamental, les autorités scolaires et les parents d'élèves</li> <li>- les radios de proximité</li> <li>- la population</li> <li>- les autorités scolaires (Académies, Centres d'Animation Pédagogiques/CAP,) et les enseignants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'utilisation de la boîte à images,</li> <li>- la distribution aux élèves en présence des autorités administratives, communales, et scolaires et parentales, des cahiers scolaires comportant des messages sur l'importance et l'utilité des actes d'état civil</li> <li>- la rediffusion des spots et organisation d'émissions radiophoniques</li> <li>- l'amélioration des pratiques de classe par rapport à l'enseignement de l'état civil</li> <li>- l'existence de modules de formation et des outils de suivi et d'évaluation de l'enseignement de l'état civil</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'insuffisance des supports (BAI, cahiers scolaires, les affiches murales)</li> <li>- La capacité de coordination et de suivi de l'URTEL des radios partenaires</li> <li>- L'implication des autorités communales dans le suivi du passage des spots</li> <li>- Le suivi de l'enseignement par les autorités scolaires et la DNEC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mobilisation d'autres partenaires</li> <li>- Consultation individuelles des radios</li> <li>- Mise à disposition des maires des fiches de reporting de rediffusion des spots</li> <li>- L'élaboration de programme de suivi/évaluation conjoint.</li> </ul>
3. La collecte systématique des données	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les agents de déclaration</li> <li>- Les agents d'état civil</li> <li>- Les secrétaires généraux</li> <li>- Les officiers d'état civil</li> <li>- Les agents de saisie des cercles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- transmission régulière des volets de déclaration des naissances et décès ;</li> <li>- transcription des volets de déclaration ;</li> <li>- transmission des volets de déclaration et des actes aux autorités administratives et judiciaires ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La faible soutenabilité de la motivation des agents de déclaration, d'état civil qui pourrait entacher le respect des délais de déclaration et la transmission des actes d'état civil ;</li> <li>- L'entretien régulier des</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'appui aux communes pour la mobilisation des ressources locales pour un meilleur financement du développement local</li> <li>- L'accord d'exécution du GRR permettant</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les Préfets et Sous-Préfets</li> <li>- La DNEC</li> <li>- INSTAT</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- établissement et transmission des statistiques des faits d'état civil aux Préfets et à la DNEC ;</li> <li>- la tenue de la base des données des indicateurs relatifs à l'accessibilité des centres d'état civil par les citoyens, à la fonctionnalité des centres d'état civil et au suivi des données ;</li> <li>- l'informatisation du service de l'état civil ;</li> <li>- la tenue correcte des registres et des volets ;</li> </ul>	équipements informatiques	aux STD et les Représentants de l'Etat d'apporter une assistance de proximité aux CT (Sous-Préfets) et de faire des missions d'inspection annuelle (Préfets)
4. La pérennisation du RAVEC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Agents d'état civil</li> <li>- Les secrétaires généraux</li> <li>- Les officiers d'état civil</li> <li>- Les représentants de l'Etat</li> <li>- Le CTDEC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Enrôlement systématique des nouveau-nés et nouveaux cas majeurs par les agents d'état civil des centres principaux ;</li> <li>- Effectivité des opérations de rectification et d'annulation des données erronées ;</li> <li>- La volonté politique affichée des autorités nationales, régionales et locales</li> <li>- Le contrôle des opérations d'enrôlement, de transmissions des données alpha biométriques et des statistiques par les Préfets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le suivi des agents d'état civil chargés des opérations d'enrôlement ;</li> <li>- La disponibilité des formulaires d'identification, de rectification et d'annulation ;</li> <li>- La disponibilité des tablettes et valises d'enrôlement ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La formation des agents d'état civil par le CTDEC</li> <li>- La mise à disposition des communes des tablettes et des formulaires.</li> </ul>

Au-delà des risques susmentionnés dans le tableau, les risques qui pourraient entraver la consolidation de ce processus d'appropriation, seraient d'éventuels forts taux de renouvellement des élus lors des élections locales et les fréquentes mutations des représentants de l'Etat. En fin, il faut questionner la volonté de l'exécutif communal de mettre en œuvre les mesures de recouvrement des taxes et impôts locaux, compte tenu des enjeux électoraux (souci de préserver son électorat).

### 3.1.3 Quels ont été le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

L'intervention n'a cessé de bénéficier d'un appui politique de la part du Ministère de tutelle, de la Direction Nationale de l'état civil et de l'engagement sur le terrain du Gouvernorat et des représentants de l'Etat aux niveaux des cercles et des arrondissements, ce qui a contribué à son ancrage institutionnel.

S'agissant du portage politique de l'intervention, il convient de noter que l'Etat malien, dans le cadre des mesures de sortie de crise, a redonné un nouveau dynamisme aux secteurs de la décentralisation et de la déconcentration, notamment en ce qui concerne le RAVEC. Au cours de la mise en œuvre de l'intervention, on a progressivement assisté à un affinement des relations fonctionnelles et stratégiques avec la tutelle (en relation directe avec la Direction Nationale de l'état civil), dans le cadre des contributions à la réflexion politique et à la mise en pratique des orientations nationales. La collaboration avec les structures rattachées au MATDRE ont également constitué un enjeu majeur, en particulier dans le domaine des formations (partenariat avec le Centre de Traitement des Données de l'état civil / CTDEC, la Division Législation et Formation de la DNEC).

### 3.1.4 Dans quelle mesure l'intervention a-t-elle positivement contribué à la capacité institutionnelle et de gestion ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Sur ce plan, l'intervention a réalisé de progrès tangibles. La capacité institutionnelle et de gestion des structures partenaires comme les 20 communes référentielles, les 07 cercles, le Gouvernorat, la Direction Nationale de l'état civil (DNEC) et les tribunaux a été renforcée sur certains aspects.

#### Au niveau des communes

### **a) Contribution de l'intervention**

Concernant l'appui aux communes, 20 communes ont été concernées par le paquet d'activités (formation, équipements, communication, collectes des données de l'état civil, pérennisation RAVEC) et 20 nouvelles communes courant 2016 (formation des agents de déclaration).

En termes d'accessibilité des services de l'état civil aux populations, un plan de communication a été élaboré et mis en œuvre dans les 108 communes de la région à travers la communication à grand public, dans les 20 communes référentielles à travers les supports de communication de proximité. Pour assurer une meilleure appropriation du système de l'état civil, les pratiques de classes ont été revues afin d'intégrer l'enseignement de l'état civil dans les classes du fondamental 2. En plus, des cahiers scolaires portant les messages sur l'importance et l'utilité des actes d'état civil ont été distribués.

En ce qui concerne la fonctionnalité, le programme de formation des agents et officiers de l'état civil élaboré et mis en œuvre par la DNEC a concerné les 20 communes référentielles ; de même que le plan d'équipements des centres d'état civil. Par ailleurs, il est important de signaler que le plan d'équipement a pris en charge tous les centres d'état civil des 108 communes de la région.

Le projet a conçu et mis à la disposition des 20 communes référentielles et des 07 cercles de la région, la base des données concernant le personnel et l'équipement des centres d'état civil et de déclaration pour une gestion rationnelle du service de l'état civil par les autorités communales et administratives.

Par rapport au suivi des données de l'état civil, une base de données intégrant les indicateurs de performances des centres d'état civil et des communes a été développée et mise à la disposition des 20 communes référentielles et les cercles de la région. Les communes référentielles établissent annuellement les tables alphabétiques.

### **b) Les risques potentiels**

- L'insécurité
- Les élections municipales
- Le suivi post formation

### **c) Les mesures prises**

L'implication des représentants de l'Etat et de la DNEC dans la mise en œuvre des différents appuis aux communes garantit la consolidation des acquis de l'intervention.

## **Au niveau des Représentants de l'Etat (Préfets et Sous-Préfets)**

### **a) Contribution de l'intervention**

- La formation des agents de saisie à la gestion de l'état civil, à la tenue de la base des données
- La formation à la gestion de l'état civil des Préfets et leurs adjoints
- La dotation en équipements informatiques et bureautiques des unités de saisie
- La supervision des activités du projet dans les communes référentielles
- L'inspection annuelle des CT par les Préfets
- Appuis conseils aux CT par les Sous-Préfets

### **b) Les risques potentiels :**

- La mobilité (mutations) des représentants de l'Etat
- Le manque d'entretien et de maintenance des outils informatiques

### **c) Les mesures prises**

- RAS

## **Au niveau du Gouvernorat de Koulikoro**

### **a) Contribution de l'intervention**

La mise à disposition de ressources (Conseiller Technique National) au niveau du gouvernorat de Koulikoro a favorisé un rapprochement entre l'administration territoriale et les équipes communales. La mutualisation des moyens du PADK et du PAEC a permis la réalisation de missions d'inspection par les préfets (AE/GRK) et de supervision par le Cabinet du Gouverneur.

Cette fonction clé d'inspection n'était pas assurée par les préfets, faute de moyens mais aussi d'une volonté de l'exercer. Cette synergie a permis la réalisation des missions de supervision par le Gouvernorat et les préfets en compagnie de l'UCAT et la DNEC. Tous ces acteurs tirent un bilan positif de ces missions qui ont permis d'établir un dialogue constructif avec les communes sur les difficultés rencontrées, l'application des textes en matière de gestion et de transmission des données de l'état civil. Ces missions ont eu un effet pédagogique non négligeable suivant l'appréciation de l'administration territoriale. Les équipes communales semblent satisfaites aussi du caractère pédagogique et informatif de ces missions.

**b) Les risques potentiels**

- La mobilité des membres du Cabinet du Gouverneur
- L'insuffisance de personnel en charge de l'état civil au sein du Gouvernorat
- L'insuffisance des moyens logistiques et financiers

**c) Les mesures prises**

- RAS

**La Direction Nationale de l'Etat Civil (DNEC) :**

**a) Contribution de l'intervention**

- La mobilisation du Point Focal par la DNEC : prise en charge des indemnités par le PAEC
- L'approvisionnement régulier des centres d'état civil en registres et imprimés
- La rencontre avec les partenaires pour soutenir la reproduction et la rediffusion des supports de communication ;
- La connexion internet des bureaux de la DNEC ;
- L'enseignement de l'état civil : production des modules, formation des formateurs, des enseignants, et l'élaboration des supports de collecte de suivi/évaluation ;
- L'achat de 2 ordinateurs portables pour la DNEC ;
- Formation en informatique du Point focal ;
- Appui à la pérennisation du RAVEC : formation des agents d'état civil, suivi des opérations d'enrôlement et mise à disposition des formulaires d'identification, de rectification et d'annulation, dotation des agents en tablettes

**b) Les risques potentiels**

- L'insuffisance de moyens
- La discontinuité des opérations d'enrôlement (pérennisation soutenue par des apports extérieurs)

**c) Les mesures prises**

- RAS,

**Les Tribunaux :**

**a) Contribution de l'intervention**

- Organisation d'un atelier d'échanges sur les rôles et responsabilités des acteurs impliqués dans la gestion de l'état civil
- Etablissement des jugements supplétifs
- Suivi des centres d'état civil pour la vérification des registres
- Equipements informatiques et d'archivage (armoires)

**b) Les risques potentiels**

- l'insuffisance de personnel au niveau des tribunaux
- l'insuffisance de moyens

**c) Les mesures prises**

- Mise à disposition des moyens pour les missions de vérification des registres d'état civil

## 4 Apprentissage

### 4.1 Enseignements tirés

Durant les cinq (5) années d'intervention du projet, plusieurs enseignements ont été tirés par l'équipe de gestion et qui faisaient l'objet d'un reporting dans les différents rapports annuels de résultats. Nous présenterons ci-dessous les principaux enseignements tirés :

N°	Enseignements tirés	Public cible
1	<p>L'amélioration du service de l'état civil dans la région de Koulikoro requiert l'engagement des autorités communales par rapport aux compétences qui leur sont dévolues et une bonne connaissance de la part des populations de l'importance de la déclaration et l'enregistrement des faits de l'état civil : <i>l'augmentation de l'enregistrement des faits d'état civil, la mobilisation des ressources internes et externes, la construction et équipements des centres secondaires d'état civil et de déclaration attestent l'engagement des autorités communales et des populations.</i></p> <p>Dans le contexte actuel où l'état civil relève du domaine des compétences déléguées, l'appui conseil, le contrôle et le suivi demeurent une nécessité absolue. Sa poursuite reste tributaire des moyens et du maintien de ces derniers qui ont acquis des compétences avérées.</p> <p>L'étude sur le système de données d'Etat Civil à Koulikoro a démontré la faiblesse générale du système de gestion des données statistiques. Cette question doit être portée à un autre niveau différent du projet et faire l'objet d'une réflexion nationale portée par la DNEC et l'INSTAT.</p>	Projet, Ministère de tutelle (en particulier DNEC, INSTAT), Mairies, services déconcentrés de l'Etat.
2	<p>Le PAEC a réalisé des formations pour les Préfets et les Sous-préfets et qui ont été, en grande majorité, mutés dans d'autres circonscriptions, peut-être serait-il nécessaire d'envisager le renforcement de leurs capacités sous la forme d'une offre de formation continue dans le prochain programme</p> <p>A contrario, les secrétaires généraux des communes constituent un levier solide pour le renforcement au quotidien et sur la durée : en participant aux mêmes formations et activités que les agents d'état civil de la commune, ils apportent leurs conseils et renforcent leur rôle de supervision et de contrôle (le SG intervient au début et à la fin de toute activité).</p>	
3	Le PASEC, un outil de planification, de mobilisation sociale, de négociation et de plaidoyer	
4	Une stratégie de communication réussie s'inscrit dans la durée et ne se suffit pas à soi-même. L'importance des relais de proximité dans ce dispositif est déterminante.	
5	Le niveau de représentation et « d'influence » des interventions CTB au sein du Ministère de tutelle n'a pas été à hauteur de souhait au regard (i) de la richesse des interventions et (ii) des montants financiers engagés. Un renforcement de l'approche programme en vue du prochain programme pourrait pallier cette insuffisance. Une attention particulière devra également être apportée à l'évolution concomitante de la mise en œuvre des projets et du renforcement du dialogue politique afin que l'un et l'autre s'enrichissent mutuellement.	RR et HQ (EST) et Bureau de Coopération

<b>6</b>	<p>La crise que le pays a connu, les dynamiques de sortie de crise engagées en 2013 et la signature, en mai-juin 2015, de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger se sont heurtées à des résistances sur le terrain, des actes terroristes qui persistent et s'étendent sur le territoire national. La reconduction par la communauté des bailleurs des mêmes postures et méthodes ne sera pas suffisante pour aider le pays à se refonder de façon durable. Il y a urgence de revisiter les pratiques des PTF et d'inventer des nouvelles formes de coopération favorisant la recherche de solutions endogènes, la réflexion nationale, la prise en compte des spécificités sociales et culturelles, le tout favorisant un meilleur leadership des autorités maliennes.</p>	<p>MATDRE- MAECIA-MSPC- HQ-RR et Bureau de Coopération</p>
----------	---	--

## 4.2 Recommandations

Les recommandations suivantes ont été formulées dans le souci de s'assurer que les résultats obtenus seront consolidés et valorisés par les partenaires. Les recommandations sont également en relation avec les perspectives d'améliorer des interventions futures de la CTB dans le cadre du nouveau Programme de Coopération.

N°	Recommandations	Source	Acteur
1	Au regard de la richesse des interventions et des montants financiers engagés, il est recommandé de renforcer l'approche programme en vue du prochain programme pour rehausser le niveau de représentation et « d'influence » des interventions CTB au sein du Ministère de tutelle dans le secteur décentralisation et gouvernance. Une attention particulière devra également être apportée à l'évolution concomitante de la mise en œuvre des projets et du renforcement du dialogue politique afin que l'un et l'autre s'enrichissent mutuellement.	Rapports de résultats	RR et HQ (EST) et Bureau de Coopération
2	Capitaliser les expériences pilotes de l'intervention (méthodologie PASEC et stratégie de communication) en vue de l'élaboration du prochain programme de coopération.	Rapport Résultats 2015	CTB / Tutelle
3	Le partage et la duplication des supports/outils produits dans le cadre du PAEC par les partenaires de la Direction Nationale de l'état civil (DNEC), ainsi que la capitalisation des bonnes pratiques en matière de gestion de l'état civil.	Rapport Résultats 2015	CTB/DNEC PARTENAIRES
4	Poursuivre l'amélioration de la performance des ressources humaines, en particulier à travers les cercles de développement (plus grande culture du résultat et de redevabilité)	Rapport Résultats 2013	UCAT (appui RR)
5	Conduire un travail d'appui-conseil plus rapproché après les formations afin de valoriser les connaissances acquises et les transformer en capacités. Le recrutement d'un conseiller sur la question du renforcement des capacités est nécessaire.	Rapport d'évaluation à mi-parcours	Equipe projets/ partenaires
6	Renforcer les capacités de suivi, d'animation et de conseil des résultats de l'intervention au niveau local selon 3 hypothèses principales : - Points focaux à l'échelle des Cercles - Prestataires de services en animation - Responsabilisation des sous-préfets avec, au préalable, une	Rapport d'évaluation à mi-parcours	Equipe projets/ partenaires

N°	Recommandations	Source	Acteur
	période de renforcement des capacités (Formation sur la planification et la GAR à financer par le PAIMAT)		
7	<p>Dans le processus du renforcement de capacités des CT, adopter une approche plus systémique pour aborder les besoins de RC d'une collectivité et définir son plan de RC.</p> <p>La définition de plans de RC réalistes et dynamiques reliés à des actions concrètes et utiles, privilégiant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'accompagnement de proximité dont le recours aux pairs</li> <li>- Le lien avec les structures nationales de formation</li> <li>- La prise en compte d'espaces locaux de concertation</li> <li>- La collaboration inter-acteurs autour de l'amélioration du niveau de services offert par la CT</li> </ul>	Rapport de capitalisation	CTB-HQ (RH et EST) RR

## **PARTIE 2 : Synthèse du monitoring (opérationnel)**

### **1 Suivi des décisions prises par la SMCL**

Entre 2012 et 2016, la SMCL s'est réunie 12 fois y compris la SMCL de clôture. Chaque réunion était assortie d'un procès-verbal contenant entre autres les recommandations et les décisions à mettre en œuvre par les parties. En outre, chaque réunion commence dans son ordre du jour n°1 à faire le point de la mise en œuvre des recommandations et décisions de la SMCL précédente.

Nous notons ici, les décisions et recommandations d'ordre stratégique dont la mise en œuvre a eu un impact positif important sur le pilotage de l'intervention.

**Décisions et recommandations d'ordre stratégique dont la mise en œuvre a eu un impact positif important sur le pilotage de l'intervention.**

Décision à prendre		Action		Suivi		
N°	Décisions à prendre	Période d'identification	Action(s)	Resp.	État d'avancement	Statut
1	Impliquer étroitement la MACEC à l'état des lieux réalisé par un prestataire.	Q3 2012	Suivi et validation conjointe de l'étude baseline	PAEC	Etude réalisée, validation en cours	Réalisé
2	La SMCL approuve la demande de prolongation du PAEC pour une durée de mise en œuvre de 10 mois.	juil-13	Présentation de la demande au prochain comité des partenaires	RR	Demande de prolongation validée par le comité des partenaires du 16/01/14	Réalisé
3	La SMCL recommande de prioriser les activités concrètes de terrain avant la tenue des élections de 2014	nov-13	Finalisation de la PO 2014 en tenant compte de cette recommandation	UCAT	PO validée	Réalisé
4	La SMCL approuve la demande de changements budgétaires du PAEC	nov-13	Envoi de la demande de changement budgétaire à HQ	UCAT	Changements validés (inscrits dans FIT)	Réalisé
5	La SMCL approuve le DTF additionnel du PAEC et recommande aux partenaires d'étudier la possibilité de réallocation de fonds non utilisés dans le cadre du PIC actuel	nov-14	Présenter la recommandation de la SMCL relative à la prolongation du projet avec augmentation budgétaire au Comité des Partenaires pour considération	Ordonnateurs	Point inscrit à l'ordre du jour du comité	Réalisé
			Procéder à l'échange de lettre formalisant la prolongation	Partenaires	Echange de lettre à effectuer après accord du comité des partenaires	Réalisé
6	La SMCL recommande au projet de produire les efforts nécessaires afin d'améliorer le taux d'exécution financière et d'atteindre 100% d'exécution à la fin du projet au bénéfice du bien-être de la population	Nov-15	Alléger les procédures de gestion des activités (passation des marchés etc) et accélérer le processus de régularisation des actes de naissance (jugement supplétif).	Projet	Message RAT du Gouverneur a été envoyé aux communes les invitant de faire parvenir au projet les demandes d'établissement des jugements supplétifs. Aussi, une lettre du projet a été faite dans ce sens.	Réalisé



## 2 Dépenses

## Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of MLI1003611

Project Title : **Appui au programme de consolidation et de modernisation de l'Etat Civil**

Budget Version : **F1**

Currency : **EUR** Year to month : **31/10/2016**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2012	2013	2014	2015	Expenses	Total	Balance	% Exec
<b>A OBJECTIF SPECIFIQUE: RENFORCER LE</b>			940.951,00	6.212,61	102.099,35	295.087,48	355.666,30	109.779,24	868.844,99	72.106,01	92%
<b>01 Résultat 1: la fourniture et l'accessibilité à</b>			536.899,00	6.182,12	75.580,56	234.997,32	98.419,69	64.152,23	479.331,93	57.567,07	89%
01 Stimuler la demande de services publics		COGES	289.911,00	3.874,81	31.717,09	110.748,17	92.630,89	30.569,72	269.540,68	20.370,32	93%
02 Améliorer l'offre des services publics d'état		COGES	246.988,00	2.307,32	43.863,48	124.249,15	5.788,79	33.582,51	209.791,25	37.196,75	85%
03 Stimuler les Collectivités Territoriales à mieux		COGES	0,00					0,00	0,00	0,00	??%
<b>02 Résultat 2 : La fonctionnalié du service</b>			318.992,00	30,49	3.222,45	44.672,50	236.929,83	37.370,06	322.225,33	-3.233,33	101%
01 Renforcer les capacités opérationnelles des		REGIE	248.465,00	30,49	2.290,17	2.944,25	233.175,70	25.253,58	263.694,18	-15.229,18	106%
02 Renforcer les capacités des agents		COGES	59.595,00			41.728,25	3.520,89	12.116,48	57.365,62	2.229,38	96%
03 Améliorer la redevabilité et le contrôle des		COGES	10.932,00		932,29		233,25	0,00	1.165,53	9.766,47	11%
<b>03 Résultat 3: Les données de l'état civil sont</b>			85.060,00		23.296,34	15.417,65	20.316,78	8.256,95	67.287,73	17.772,27	79%
01 Améliorer et organiser la saisie et la collecte		COGES	41.021,00		23.232,31	3.686,41	6.904,56	571,68	34.394,96	6.626,04	84%
02 Renforcer les capacités de gestion des		REGIE	38.670,00			11.426,38	13.412,22	6.999,25	31.837,86	6.832,14	82%
03 suivi technique des activités du projet		REGIE	5.369,00		64,03	304,86		686,02	1.054,91	4.314,09	20%
<b>X RÉSERVE BUDGÉTAIRE</b>			0,00					0,00	0,00	0,00	??%
<b>01 réserve budgétaire</b>			0,00					0,00	0,00	0,00	??%
01 réserve budgétaire cogestion		COGES	0,00					0,00	0,00	0,00	??%
<b>Z MOYENS GÉNÉRAUX</b>			404.049,00	93.897,90	42.733,57	65.418,31	57.636,40	50.949,48	310.635,67	93.413,33	77%
<b>01 frais de personnel</b>			182.827,00	21.973,95	30.148,97	46.777,63	41.906,20	30.007,89	170.814,64	12.012,36	93%
01 frais de personnel (regie)		REGIE	160.170,00	20.910,24	25.274,79	40.815,54	36.077,69	25.153,53	148.231,79	11.938,21	93%
02 frais de personnel (cogestion)		COGES	22.657,00	1.063,71	4.121,65	5.962,09	5.828,51	4.854,36	21.830,31	826,69	96%
		REGIE	673.895,50	92.864,68	40.966,12	74.131,72	298.395,81	79.033,97	585.392,31	88.503,19	87%
		COGEST	671.104,50	7.245,84	103.866,80	286.374,07	114.906,89	81.694,75	594.088,35	77.016,15	89%
<b>TOTAL</b>			1.345.000,00	100.110,52	144.832,92	360.505,79	413.302,70	160.728,72	1.179.480,66	165.519,34	88%





### 3 Taux de décaissement de l'intervention en EURO

Source de financement	Budget cumulé	Dépenses réelles cumulées au 31/10/2016	Taux de déboursement cumulé	Commentaires et remarques
<b>Contribution directe belge</b>	1 345 000	1 179 480,66	88%	Les derniers décaissements relatifs aux jugements supplétifs pourront améliorer ce taux au 31/12/2016.
<b>Contribution du pays partenaire</b>	129 389	84 700	65%	
<b>Autre source</b>				

## 4 Personnel de l'intervention

Personnel (titre et nom)	Genre (H/F)	Durée de recrutement (dates début et fin)
1. Personnel national mis à disposition par le pays partenaire :  Responsable National      Diarra      Lansina	M	01/01/2011      31/12/2016
2. Personnel d'appui, recruté localement par la CTB : Conseiller Technique National      Diallo Mamadou Chauffeur      Alhad      Idrissa	M M	1/03/2012      31/12/2016 1/10/2012      31/12/2016
3. Personnel de formation, recruté localement :		
4. Personnel international (hors CTB) :		
5. Experts internationaux (CTB) : ATI Coresp.      Kieffer      François      M ATI Coresp.      Mananjara      Gaston      M		16/08/2011      30/09/2015 1/09/2015      31/12/2016

## 5 Marchés publics

N°	Numéro marché	Intitulé du CSC	Type de marché	Droit applicable	Date de passation	Budget prévu (€)	Montant final du marché passé (€)	Montant final de la facture (unité monétaire)	Montant final de la facture (équivalent en €)
1	001/2011/PAEC	Etude sur l'état des lieux du système de gestion de l'état civil dans la région de Koulikoro.	Services	Malien	18/10/20012	10 000	10 107	6 630 000	10 107
2	002/2011/PAEC	Etude sur l'élaboration du plan stratégique de communication du projet d'Appui à l'état civil dans la région de Koulikoro.	Services	Malien	13/11/2012	10 000	9 690	6 356 041	9 690
3	PAEC/CR/2012/003	Mise en œuvre du PSCOM pour Informer et sensibiliser les populations et des acteurs communaux sur l'importance de l'enregistrement des faits d'EC.	Services	Malien	20/06/2013	22 867	22 829	14 975 000	22 829
4	MLI219	Fourniture d'équipements aux centres d'état civil de la région de KOULIKORO	Fourniture	Belge	30 octobre 2014 (LOT 1) 24 octobre 2014 (LOT 2)	158 000	136 709	89 675 225	136 709
5	PAEC/CR/2012/004	Etude pour l'évaluation des systèmes de gestion des statistiques des données de l'état civil dans la région de Koulikoro	Services	Malien	06/08/2013	6 000	8 537	5 600 000	8 537
6	MLI183	Assistance à l'élaboration des plans d'amélioration du service de l'état civil (PASEC) dans la région de Koulikoro	Services	Malien	02/12/2013	85 371	81 517	53 472 000	81 518
7	006/2013/PAEC	Recrutement d'un producteur pour la réalisation spots TV dans le cadre de la mise en œuvre du plan de communication du PAEC	Services	Malien	11/11/2013	10 000	10 120	6 638 125	10 120
8	007/2013/PAEC	Recrutement d'un producteur pour la réalisation d'émissions de radio dans le cadre de la mise en œuvre du plan de communication du PAEC	Services	Malien	11/11/2013	20 000	19 475	12 775 000	24 925
9	BC 14-003/UCAT-PAEC	Dotation en mobiliers de bureau pour les Unités de saisie dans les 7 cercles	Services	Belge	21/01/2014	4 000	3 044	1 996 773	3 044
10	BC 14-0010/UCAT-PAEC	Dotation en équipements informatiques des Unités de saisie dans les 7 cercles	Services	Belge	13/02/2014	8 400	9 000	5 510 112	8 400
11	BC 14-004/UCAT-PAEC	Recrutement d'un producteur pour la réalisation de spots radio dans le cadre de la mise en œuvre du plan de communication du PAEC	Services	Malien	30/01/2014	3 000	2 761	1 811 250	2 761

N°	Numéro marché	Intitulé du CSC	Type de marché	Droit applicable	Date de passation	Budget prévu (€)	Montant final du marché passé (€)	Montant final de la facture (unité monétaire)	Montant final de la facture (équival. en €)
12	BC-14-006/UCAT-PAEC	Recrutement d'un photographe pour la réalisation de photos dans le cadre de la mise en œuvre du plan de communication du PAEC	Services	Malien	30/01/2014	2 000	1 464	960 000	1 464
13	N°009/2014/PAEC	Diffusion des émissions et spots radios dans le cadre de la mise en œuvre du plan de communication du PAEC	Services	Malien	17 mars 2014	20 000	19 056	12 500 000	19 056
14	N°008/2014/PAEC	Diffusion des émissions et spots radios/TV dans le cadre de la mise en œuvre du plan de communication du PAEC	Services	Malien	17 mars 2014	10 000	9 485	6 222 000	9 485
15	N°0011/2014/PAEC	Fourniture des affiches pour les panneaux routiers dans le cadre de la mise en œuvre du plan de communication du PAEC	Fourniture	Malien	04/06/2014	6 000	4 098	2 688 000	4 098
16	N°0012/2014/PAEC	Mise en œuvre du PSCOM pour Informer et sensibiliser les populations et des acteurs communaux sur l'importance de l'enregistrement des faits d'EC.	Services	Malien	01/10/2014	19 000	15 230	9 990 000	15 230
17	N°0013/2014/PAEC	Fourniture du guide du citoyen dans le cadre de la mise en œuvre du plan de communication du PAEC	Fourniture	Malien	05/08/2014	4 500	7 150	4 690 000	7 150
18	N°0010/2014/PAEC	Fourniture de panneaux routiers dans le cadre de la mise en œuvre du plan de communication du PAEC	Fourniture	Malien	06/04/2014	24 000	27 105	17 780 000	27 105
19	N°003/2015/PAEC	Fourniture des supports de communication	Fourniture	Malien	13/01/2015	22 500	22 520	14 772 152	
20	N°0014/2015/PAEC	Rédiffusion des émissions et spots radios/TV dans le cadre de la mise en œuvre du plan de communication du PAEC	Services	Malien	05/02/2015	1 715	3 842	2 520 000	3 842
21	N°001/2015/PAEC	Fourniture de matériel informatique et bureautique dans 20 communes référentielles	Fourniture	Belge	29/01/2015	27 490	23 980	15 729 849	23 980
22	N° 0015 au 0025/PAEC	Rédiffusion des émissions et spots radios dans le cadre de la mise en œuvre du plan de communication du PAEC	Services	Malien	27/02/2015	13 720	23 591	15 475 000	23 591
23	N°002/2015/PAEC	Fourniture de kits solaires dans 6 communes	Fourniture	Belge	23/03/2015	24 000	24 518	16 082 754	24 518
24	0026/2015/PAEC	Conception et réalisation d'affichage routier	Fourniture	Belge	05/10/2015	6 000	5 165	3 388 000	5 165
25	15-050/UCAT-PAEC	Fourniture de 11 armoires pour les tribunaux	Fourniture	Belge	12/10/2016	3 000	2096	1 375 000	2 096
26	N°005/2015/PAEC	Fourniture de matériel informatique pour les 11 tribunaux	Fourniture	Belge	03/11/2015	13 200	13189	8 651 417	13189
27	N°004/2015/PAEC	Fourniture de kits solaires dans 6 communes	Fourniture	Belge	04/11/2015	20 000	25 000	13 118 976	20 000
28	16-006/UCAT-PAEC	Fourniture de 20 machines à dactylo	Fourniture	Belge	28/01/2016	12 195	8 080	5 300 000	8 080
29	16-033/UCAT-PAEC	Rédiffusion des spots radios	Services	Malien	30/06/2016	12 000	7 927		
30	16-032 et 032 BIS/UCAT-PAEC	Graphisme et Impression des modules de l'enseignement de l'état civil	Services	Malien	30/06/2016	6 000	2 860	1 876 037	860

N°	Numéro marché	Intitulé du CSC	Type de marché	Droit applicable	Date de passation	Budget prévu (€)	Montant final du marché passé (€)	Montant final de la facture (unité monétaire)	Montant final de la facture (équival. en €)
31	RESMLI/SIS/MT/16-0641	Fourniture et installation d'équipements solaires au rez de chaussée du bâtiment principal de la mairie de Koulikoro.	Fourniture	Belge	30/06/ 2016	6 608	6 608	4 334 564	608 <sup>6</sup>

## 6 Accords d'exécution

Pas d'accord d'exécution.

## 7 Équipements

### EQUIPEMENTS INFORMATIQUES

Date d'achat	Description	Modèle	N° de série	COUT D'ACQUISITION			Observations (Etat)
				DEVISE	Montant en CFA	Valeur en Euro	
31/10/2012	Imprimante HP Officejet Pro 8500		CN1AQ1501S	XOF/ FCFA	320 000	487,84	Hors d'usage
31/10/2012	Ordinateur Portable		XB070554 K	XOF/ FCFA	420 000	640,29	Hors d'usage
08/09/2015	Ordinateur Portable	L50	3F117117C	XOF/ FCFA	890 000	1 356,80	Bon
31/10/2012	Ordinateur Portable		XB069655 K	XOF/ FCFA	420 000	640,29	Bon
13/03/2015	Ordinateur Portable	L50	8E174663H	XOF/ FCFA	600 000	914,69	Bon
<b>Total équipement informatique</b>					<b>2 650 000</b>	<b>4 040</b>	

### EQUIPEMENTS ROULANTS

Date d'achat	Description	Modèle	N° de série	COUT D'ACQUISITION			Observations (Etat)
				DEVISE	Montant en CFA	Valeur en Euro	
24/04/2012	Véhicule pick-up TOYOYTA		AHTFK 57809	XOF/ FCFA	19 246 625	29 341,29	Bon
24/04/2012	Véhicule pick-up TOYOYTA		AHTFK 57807	XOF/ FCFA	19 246 625	29 341,29	Bon
<b>Total équipement informatique</b>					<b>38 493 250</b>	<b>58 683</b>	

## EQUIPEMENTS DE BUREAU

Date d'achat	Description	Modèle	N° de série	COUT D'ACQUISITION			Observations (Etat)
				DEVISE	Montant en CFA	Valeur en Euro	
14/09/2012	Bibliothèque vitrée 4 battants			XOF/ FCFA	460 000	701,27	Bon
31/10/2012	Casque audio pour ordinateur portable			XOF/ FCFA	15 000	22,87	Bon
12/11/2012	Frigo Moyen SAMSUNG SRG-118			XOF/ FCFA	130 000	198,18	Bon
31/10/2012	Disque dur externe 1 000 GO Full HDMI – USB 2.0			XOF/ FCFA	100 000	152,45	Bon
08/09/2015	Vidéoprojecteur			XOF/ FCFA	440 000	670,78	Bon
12/11/2012	Glacière moyenne			XOF/ FCFA	55 000	83,85	Bon
12/11/2012	tente de camping			XOF/ FCFA	30 000	45,73	Bon
12/11/2012	Rechaud à gaz			XOF/ FCFA	22 500	34,30	Bon
12/11/2012	Mini groupe électrogène			XOF/ FCFA	240 000	365,88	Bon
12/11/2012	Lit Picot en fer			XOF/ FCFA	27 500	41,92	Bon
12/11/2012	Lit Picot en fer			XOF/ FCFA	27 500	41,92	Bon
14/09/2012	Fauteuil ministre			XOF/ FCFA	275 000	419,23	Bon
12/11/2012	Stabilisateur 1000 V			XOF/ FCFA	35 000	53,36	Bon
12/11/2012	Rallonge			XOF/ FCFA	11 000	16,77	Bon
12/11/2012	Rallonge			XOF/ FCFA	11 000	16,77	Bon
16/10/2007	Chaise visiteur avec accoudoirs			XOF/ FCFA	65 000	99,09	Bon

Date d'achat	Description	N° de série	COUT D'ACQUISITION			Observations (Etat)
			DEVISE	Montant en CFA	Valeur en Euro	
09/04/2013	Climatiseur 1,5CV		XOF/ FCFA	325 000	495,46	Bon
29/04/2013	Bouilloire électrique		XOF/ FCFA	70 000	106,71	Bon
01/08/2013	Bureau ministre avec retour		XOF/ FCFA	615 000	937,56	Bon
13/06/2016	Vidéoprojecteur		XOF/ FCFA	440 000	670,78	Bon
22/08/2013	Vidéo projecteur VPL-EX 100	5087499	XOF/ FCFA	380 000	579,31	Hors d'usage
07/05/2013	Téléphone THURAYA XT	IMEI 159859-1	XOF/ FCFA	710 000	1 082,39	Bon
16/10/2007	Chaise visiteur avec accoudoirs		XOF/ FCFA	65 000	99,09	Bon
04/09/2008	Chaise visiteur avec accoudoirs		XOF/ FCFA	65 000	99,09	Bon
31/10/2012	Lecteur DVD	DVPNS728HP	XOF/ FCFA	90 000	137,20	Bon
31/10/2012	Dictaphone 2GO		XOF/ FCFA	80 000	121,96	Bon
31/10/2012	Appareil photo	S/N 000QBVN	XOF/ FCFA	180 000	274,41	Bon
31/10/2012	Clé USB 4GO		XOF/ FCFA	1 500	2,29	Bon
16/10/2007	Chaise visiteur avec accoudoirs		XOF/ FCFA	65 000	99,09	Bon
31/10/2012	Camera LEGRIA HF R306	S/N 09232	XOF/ FCFA	540 000	823,22	Bon
31/10/2012	Téléviseur écran plat LCD	202SYGN18871	XOF/ FCFA	130 000	198,18	Bon
<b>Total équipement informatique</b>				<b>5 701 000</b>	<b>8 691</b>	



## 8 Cadre logique original tiré du DTF :

Incluez le cadre logique original tel que présenté dans le DTF

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
OG	<b>Objectif global</b>			
	Contribuer à assurer la sécurité juridique du citoyen, la paix et la stabilité à travers un système d'état civil fiable, sécurisé et harmonisé sur l'ensemble du territoire national	- Taux d'enregistrement des faits d'état civil	- Statistiques de l'INSTAT. - EDSM	- Volonté politique soutenue aux niveaux national, régional et communal en matière d'état civil
OS	<b>Objectif spécifique</b>			
	Renforcer le système de gestion de l'état civil au niveau des institutions responsables tant au niveau central que décentralisé dans la région de Koulikoro.	- Taux d'enregistrement des faits d'état civil dans la région de Koulikoro	- Statistiques de l'INSTAT ; - EDSM ; - Rapports d'inspection de la MACEC ; - Rapports d'inspection du parquet ; - Rapports d'inspection des cercles ;	- Volonté politique soutenue aux niveaux national, régional et communal en matière d'état civil - Disponibilité des différents intervenants dans la chaîne de l'état civil - Mobilisation des populations autour de l'état civil ;
	<b>Résultat 1:</b> La fourniture et l'accessibilité à tous les citoyens du service public de l'état civil sont améliorées dans la région de Koulikoro.	- Nombre de centres de déclaration fonctionnels dans la région de Koulikoro; - Nombre de centres secondaires d'état civil fonctionnels dans la région de Koulikoro;	- Statistiques INSTAT	- Gratuité effective des actes originaux d'état civil ; - Accessibilité des centres d'état civil ; - Fonctionnalité des centres d'état civil.

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
	<b>Résultat 2:</b> La fonctionnalité du service public de l'état civil est assurée dans la région de Koulikoro	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre et régularité des contrôles effectués par la hiérarchie administrative dans les centres d'état civil de la région de Koulikoro</li> <li>- Nombre d'acteurs formés dans la région de Koulikoro ;</li> <li>- Existence de modules de formation standardisés ;</li> <li>- Fréquentation des centres d'état civil ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports d'inspection DNEC ;</li> <li>- Rapports d'inspection des cercles ;</li> <li>- Rapports de formation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fonctionnalité des centres de déclaration et des centres d'état civil</li> <li>- Gratuité effective des actes de l'état civil ;</li> <li>- Mise en place des mécanismes d'autofinancement du système de l'état civil ;</li> <li>- Effectivité des motivations financières ;</li> <li>- Engagement réel des maires pour faciliter l'accès des populations aux services de l'état civil ;</li> <li>- Disponibilité des différents acteurs de la chaîne d'état civil ;</li> <li>- Disponibilité des supports de l'état civil</li> </ul>
	<b>Résultat 3:</b> Les données de l'état civil sont disponibles, fiables et suivies	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de missions de suivi et d'évaluation effectuées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de suivi et d'évaluation ;</li> <li>- Données du centre national de traitement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité des ressources humaines et financières pour la gestion effective des données à l'échelle du territoire nationale.</li> </ul>

## 9 matrice de monitoring complète

Incluez la dernière version (intégrale) de la matrice de monitoring

### CADRE LOGIQUE DU PROJET D'APPUI A L'ETAT CIVIL/ MLI 10 036 11 /CTB-MALI LES INDICATEURS DE RESULTATS REVISES

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>OG</b>	<b>Objectif global</b>			
	<u>Contribuer à</u> assurer la sécurité juridique du citoyen, la paix et la stabilité à travers un système d'état civil fiable, sécurisé et harmonisé sur l'ensemble du territoire national	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Part de la population enregistrée dans le RAVEC disposant d'un acte d'état civil ;</li> <li>- Taux d'enregistrement des naissances ;</li> <li>- Taux de décès enregistrés ;</li> <li>- Taux de mariages civils enregistrés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Statistiques de l'INSTAT.</li> <li>- EDSM</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Volonté politique soutenue aux niveaux national, régional et communal en matière d'état civil</li> </ul>
<b>OS</b>	<b>Objectif spécifique</b>			
	Renforcer le système de gestion de l'état civil au niveau des institutions responsables tant au niveau central que décentralisé dans la région de Koulikoro.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Part de la population de Koulikoro enregistrée dans le RAVEC disposant d'un acte d'état civil</li> <li>- Taux d'enregistrement des naissances dans la région de Koulikoro</li> <li>- Taux d'enregistrement des décès dans la région de Koulikoro</li> <li>- Taux de mariages civils enregistrés dans la région de Koulikoro</li> <li>- Niveau de satisfaction du citoyen</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Statistiques de l'INSTAT ;</li> <li>- EDSM ;</li> <li>- Rapports d'inspection de la MACEC ;</li> <li>- Rapports d'inspection du parquet ;</li> <li>- Rapports d'inspection des cercles ;</li> <li>- Rapport d'Enquête de satisfaction</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Volonté politique soutenue aux niveaux national, régional et communal en matière d'état civil</li> <li>- Disponibilité des différents intervenants dans la chaîne de l'état civil</li> <li>- Mobilisation des populations autour de l'état civil ;</li> </ul>

RESULTATS/ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES
<b>Résultat 1:</b> La fourniture et l'accessibilité à tous les citoyens du service public de l'état civil sont améliorées dans la région de Koulikoro.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- % de villages de la région de Koulikoro disposant d'un Centre de déclaration</li> <li>- % de villages de communes cibles disposant d'un centre de déclaration</li> <li>- % de Centres de déclaration rattachés fonctionnellement à un centre secondaire</li> <li>- % des communes de la région de Koulikoro disposant d'un plan d'amélioration du service de l'état civil</li> <li>- Nombre de centres secondaires d'état civil fonctionnels dans la région de Koulikoro;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Statistiques INSTAT</li> <li>- Rapports de suivi et de supervision</li> <li>- Rapports de mission</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gratuité effective des actes originaux d'état civil ;</li> <li>- Accessibilité des centres d'état civil ;</li> <li>- Fonctionnalité des centres d'état civil.</li> </ul>
<b>Activité 1.1 :</b> Stimuler la demande de services de l'état civil	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Concevoir et diffuser un programme d'information et de sensibilisation sur l'importance de la déclaration des faits d'état civil</li> <li>2. Organiser des campagnes d'information et de sensibilisation dans les écoles et les lycées sur l'importance de la déclaration des faits d'état civil</li> <li>3. Organiser des campagnes d'information et de sensibilisation à l'intention des membres du conseil communal sur l'importance de la déclaration des faits d'état civil</li> <li>4. Organiser des campagnes d'information et de sensibilisation à l'endroit des associations, des autorités coutumières et religieuses etc sur l'importance de la déclaration des faits d'état civil</li> <li>5. Organiser des campagnes d'information et de sensibilisation au niveau de 100 villages, des quartiers et des fractions sur l'importance de la déclaration des faits d'état civil</li> <li>6. Multiplier le guide du citoyen et le diffuser dans la région de Koulikoro</li> </ol>		
<b>Activité 1.2 :</b> Améliorer l'offre de l'état civil	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Mettre à jour de la carte communale des centres de déclaration et des centres secondaires d'état civil</li> <li>2. Créer des centres de déclaration et des centres secondaires d'état civil</li> </ol>		
<b>Activité 1.3 :</b> Stimuler les Collectivités Territoriales à mieux prendre en compte les questions de genre	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Organiser un concours intercommunal au sein de deux cercles préalablement définis</li> </ol>		

RESULTATS/ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES
<b>Résultat 2:</b> La fonctionnalité ( <u>équipement, ressources humaines compétentes, relations fonctionnelles en terme de transmission des supports et des données</u> ) du service public de l'état civil est assurée dans la région de Koulikoro	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de centres d'état civil (principaux, secondaires et de déclaration) dans la région de Koulikoro/communes cibles équipés selon les normes PCMEC;</li> <li>- Niveau de compétences des Officiers d'état civil et des agents chargé de l'état civil ;</li> <li>- Taux d'équipement des centres principaux en malles RAVEC ;</li> <li>- Taux d'établissement des actes d'état civil (naissance, décès, mariage)</li> <li>- Taux de remise des actes d'état civil établis (naissance, mariage, décès)</li> <li>- % de naissance enregistrés au RAVEC</li> <li>- % de centres d'état civil disposant de registres avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'année de référence.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports d'inspection DNEC ;</li> <li>- Rapports d'inspection des cercles ;</li> <li>- Plan de formation</li> <li>- Rapports de formation</li> <li>- Bordereau d'Envoi de la MACEC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fonctionnalité des centres de déclaration et des centres d'état civil</li> <li>- Gratuité effective des actes de l'état civil ;</li> <li>- Mise en place des mécanismes d'autofinancement du système de l'état civil ;</li> <li>- Effectivité des motivations financières ;</li> <li>- Engagement réel des maires pour faciliter l'accès des populations aux services de l'état civil ;</li> <li>- Disponibilité des différents acteurs de la chaîne d'état civil ;</li> <li>- Disponibilité des supports de l'état civil</li> </ul>
<b>Activité 2.1 :</b> Renforcer les capacités opérationnelles des communes, des centres de déclaration et des centres d'état civil	<b>Sous activités :</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Acquérir du mobilier de bureau pour les centres de déclaration</li> <li>2. Acquérir de fournitures de bureau pour les centres de déclaration</li> <li>3. Acquérir des kits complets pour les centres de déclaration</li> <li>4. Acquérir des registres de déclaration de faits d'état civil pour les centres de déclaration</li> <li>5. Acquérir des fournitures de bureau pour les communes</li> </ol>		
<b>Activité 2.2:</b> Renforcer les capacités des agents des centres de déclaration et des agents et officiers de l'état civil	<b>Sous activités :</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Organiser un atelier de formation sur la gestion de l'Etat Civil pour les agents des centres de déclaration et les agents et officiers de l'état civil</li> <li>2. Renforcer les capacités des agents et officiers de l'état civil sur l'archivage : organiser un atelier de formation sur l'archivage</li> <li>3. Renforcer les capacités des nouveaux agents de saisie : organiser un atelier de formation sur l'utilisation du logiciel du RAVEC</li> </ol>		
<b>Activité 2.3:</b> Améliorer la recevabilité et le contrôle des agents et officiers de l'état civil	<b>Sous activités :</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Atelier de formation sur la déontologie professionnelle et administrative</li> <li>2. Effectuer la supervision des activités des agents et des officiers de l'état civil</li> <li>3. Suivi des missions d'inspection et diffusion des recommandations</li> </ol>		
RESULTATS/ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES
<b>Résultat 3:</b> Les données de l'état civil sont disponibles, fiables et suivies	<ul style="list-style-type: none"> <li>- % de communes de la région de Koulikoro et ceux des communes cibles inspectées annuellement par rapport à la gestion de l'état civil ;</li> <li>- Publications annuelles des Statistiques des faits d'état civil de la région de Koulikoro et de celles des communes cibles ;</li> <li>- % de faits d'état civil de la région de Koulikoro et des communes cibles enregistrés dans le RAVEC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de suivi et d'évaluation ;</li> <li>- Données du centre national de traitement</li> <li>- Rapports de suivi et de supervision</li> <li>- Rapports d'inspection</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité des ressources humaines et financières pour la gestion effective des données à l'échelle du territoire nationale.</li> </ul>

RESULTATS/ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES
<b>Activité 3.1:</b> Améliorer et organiser la saisie et la collecte des données statistiques de l'état civil produites par les centres d'état civil de la région de Koulikoro	<b>Sous activités :</b> 1. Effectuer des sorties de supervision 2. Sensibiliser les élus locaux, les agents et officiers de l'état civil sur l'importance des statistiques 3. Appui en équipement et accompagnement de centres de collecte préalablement définis 4. Véhicules pour les cercles (pm)		
<b>Activité 3.2:</b> Renforcer les capacités opérationnelles des entités responsables du suivi et du contrôle de la gestion de l'état civil (la DNEC, les cercles et le Gouvernorat )	<b>Sous Activités :</b> 1. Informatique (DesK, PC, Onduleur, Imprimante) DNEC 2. Copieur, Mobiliers divers, Vidéo projecteur, Fournitures de bureau DNEC 3. Informatiques (desk, pc, onduleur, imprimante), Mobiliers divers, Fournitures de bureau cercles 4. Informatiques (desk, pc, onduleur, imprimante), Copieur, Mobiliers divers, Fournitures de bureau, Vidéo projecteur gouvernorat 5. Equipements pour tribunaux (après appréciation rapport de contrôle effectif)		
<b>Activité 3.3 :</b> Suivre et évaluer la mise en œuvre des activités du projet	<b>Sous Activités :</b> 1. Assistance technique (expert PADKII et MATCL) 2. Suivi perlé 3. Organisation de la SMCL 4. Réunions d'équipe (2 fois par mois) 5. Ateliers Bilan semestriels et annuel équipe PADK 6. Cadre de concertation PADK-GRK-ARK (rencontres bimensuelles) 7. Renseignement des indicateurs PADK		

## 10 Outils et produits

Dans le souci d'une bonne appropriation des résultats auprès des bénéficiaires intermédiaires et finaux, le projet a appuyé la production/l'édition d'un certain nombre d'outils et de produits :

1. Rapports :
  - Rapport de l'étude de base (Baseline)
  - Rapport de l'étude d'impact de la stratégie de communication, février 2016
  - Rapport de capitalisation du PAEC et du PADK II, mai 2016,
  - Rapport d'évaluation du système de collecte et de transmission des données statistiques de l'état civil dans la région de Koulikoro
2. Outils de communication audiovisuelle :
  - Communication grand-public
    - Affichages routiers,
    - Affiches murales sur les démarches à suivre pour obtenir les actes d'état civil et les délais de transmission des volets de déclaration et actes d'état civil,
    - Le Guide du citoyen
    - Les spots radios et TV
  - Communication de proximité :
    - Le cahier scolaire
    - La boîte à images
3. Autres ressources
  - Le plan d'amélioration du service de l'état civil
  - Les supports de collecte des données statistiques de l'état civil proposés
  - Le plan de renforcement du système de collecte et de transmission des données statistiques de l'état civil
4. Approche/système M&E
  - La base des données des indicateurs de résultats
  - La base des données du personnel et des équipements des centres de déclaration et d'état civil
5. Méthodologies
  - Modules de formation des Officiers et des agents de l'état civil

- Modules de formation des agents de déclaration
- Modules de formation des enseignants à l'état civil
- La méthodologie d'élaboration des plans d'amélioration du service de l'état civil (PASEC) et les outils de diagnostic communal
- Le guide de collecte des variables relatives aux indicateurs de résultats